



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 MAI 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1643

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 11e jour de mai 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Louis D. Robertson, marchand, 189, rue Durocher, William Wray, entrepreneur, de la cité de Montréal, John Edward Wright, 7, Albert Place, Westmount, et Robert Miller, comptable, de la cité de Montréal, Edouard Brosseau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly.

District de Québec.—MM. Xavier Boivin, de Saint-Gérard Magella, comté de Québec, Nazaire Ouellette, rentier, et Donat Coulombe, cultivateur, de Saint-Edouard, comté de Lotbinière.

District de Pontiac.—MM. Richard Moore, cultivateur, de Gracefield, révd. Cyrus Wesley Palmer Baugh, Greermount, Horatio Cahill, cultivateur, de Dunraven, île du Calumet, et John Mullin, gardien d'écluse, de Vinton, comté de Pontiac.

District de Beauce.—M. Edouard Ernest Poulin, marchand, de Saint-Martin, comté de Beauce.

District de Saint-François.—M. Thomas A. King, encanteur, de la ville de Windsor Mills, comté de Richmond.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st MAY, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1644

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eleventh day of May, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. Louis D. Robertson, merchant, 189, Durocher street, William Wray, contractor, of the city of Montreal; John Edward Wright, 7, Albert Place, Westmount, and Robert Miller, accountant, of the city of Montreal; Edouard Brosseau, farmer, of the parish of Saint Hubert, county of Chambly.

District of Quebec.—Messrs. Xavier Boivin, of Saint Gérard Magella, county of Quebec, Nazaire Ouellette, rentier, and Donat Coulombe, farmer, of Saint Edouard, county of Lotbinière.

District of Pontiac.—Messrs. Richard Moore, farmer, of Gracefield, Revd. Cyrus Wesley Palmer Baugh, Greermount, Horatio Cahill, farmer, of Dunraven, Calumet Island, and John Mullin, lock guardian, of Vinton, county of Pontiac.

District of Beauce.—Mr. Edouard Ernest Poulin, merchant, of Saint Martin, county of Beauce.

District of Saint Francis.—Mr. Thomas A. King, auctioneer, of the town of Windsor Mills, county of Richmond.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 3e jour de mai 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Beauharnois.—MM. Joseph Racine, commerçant, Ernest Dansereau, tailleur, et Benjamin Chartrand, instituteur, de Saint-Anicet, comté d'Huntingdon, Théodore Brault, cultivateur, Eustache Bergevin, fils, forgeron, (Laberge P. O.), et Arthur Laberge, commerçant, de Sainte-Martine, comté de Châteauguay.

District d'Ottawa.—M. Jean-Baptiste E. Major, marchand, de Val Barrette, canton Campbell, comté d'Ottawa.

District de Québec.—M. Alphonse Paquet, cultivateur, de Saint-Nicholas, comté de Lévis.

District de Montréal.—M. George James Crowdy, marchand, de la cité de Montréal.

District de Rimouski.—MM. Louis Pelletier, manufacturier, et Alexis Demers, cultivateur, de Saint-Donat, comté de Rimouski, Alexis Dumas et Abel Gagnon, cultivateurs, de Saint-Luc, comté de Matane.

District de Saint-Hyacinthe.—MM. Alphonse Guertin, marchand, Joséphat Audet, industriel, et Jean-Baptiste Borduas, bourgeois, de Saint-Charles, Rivière Richelieu, comté de Saint-Hyacinthe.

2341

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the third day of May, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Beauharnois.—Messrs. Joseph Racine trader, Ernest Dansereau, tailor, and Benjamin Chartrand, teacher, of Saint-Anicet, county of Huntingdon, Theodore Brault, farmer, Eustache Bergevin junior, blacksmith, (Laberge P. O.), and Arthur Laberge, trader, of Sainte-Martine, county of Chateauguay.

District of Ottawa.—Mr. Jean Baptiste E. Major, merchant, of Val Barrette, township Campbell, county of Ottawa.

District of Quebec.—Mr. Alphonse Paquet, farmer, of Saint Nicholas, county of Lévis.

District of Montreal.—Mr. George James Crowdy, merchant, of the city of Montreal.

District of Rimouski.—Messrs. Louis Pelletier, manufacturer, and Alexis Demers, farmer, of Saint Donat, county of Rimouski, Alexis Dumas and Abel Gagnon, farmers, of Saint Luc, county of Matane.

District of Saint Hyacinthe.—Messrs. Alphonse Guertin, merchant, Joséphat Audet, manufacturer, and Jean Baptiste Borduas, gentleman, of Saint Charles, River Richelieu, county of Saint Hyacinthe.

2342

Avis du Gouvernement

Québec, 16 mai 1910.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste de la Pointe aux Trembles, comté d'Hochelaga, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, les avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,

2343

Secrétaire de la province.

La compagnie "Silver Country Mines Consolidated Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Robert Wilson, jr., de la cité de Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

Québec, 14 mai 1910.

2337

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, le sousigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté d'Iberville, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 17 mai 1910.

2373

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Chicou-

Government Notice

Quebec, 16th May, 1910.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village Saint Jean Baptiste of Pointe aux Trembles, county of Hochelaga, to obtain the authorization to publish in the french language only, any notice, by-law, or resolution adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,

2344

Provincial Secretary.

The company "Silver Country Mines Consolidated, Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Robert Wilson, jr., of the city of Montreal.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

Quebec, 14th May, 1910.

2338

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Iberville, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Sainte-Anne de Sabrevois".

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 17th May, 1910.

2374

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Chicoutimi,

timi, sous le nom de "Syndicat d'élevage des Agriculteurs de Jonquières", avec sa principale place d'affaires dans le village de Jonquières, comté de Chicoutimi.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 17 mai 1910.

2375

No 4078-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le Surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il recommandera au lieutenant gouverneur en conseil, en vertu du pouvoir que lui confère l'article 30 de la loi de l'Instruction publique, d'annuler l'arrêté qu'il a émis le 10 février 1910, portant le numéro 119, concernant l'annexion de partie de la municipalité scolaire de Saint-François à celle de Saint-Victor-de-Tring, vu qu'il y a eu erreur dans les numéros de cadastre y mentionnés et de le remplacer par un autre, au même effet, en remplaçant les numéros 47 et suivants jusqu'à 62 inclusivement qui y étaient mentionnés, par les numéros 1821 et suivants jusqu'à 1837 inclusivement.

2353

No 2453.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 16 mai courant 1910, d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de "Saint-Zénon du Lac Amqui", les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Pineau, les Nos 1 et suivants jusqu'à 45, inclusivement, du Ve rang; les Nos 13 et suivants jusqu'à 42, inclusivement, du VIe rang; les Nos 1 et suivants jusqu'à 39, inclusivement, du VIIe rang; les Nos 1 et suivants jusqu'à 36, inclusivement, du VIIIe rang du même canton.

2355

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Sherbrooke, sous le nom de "The Sherbrooke Poultry Association, Limited," et que son principal siège d'affaires est en la ville de Sherbrooke, dans le comté de Sherbrooke.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Quebec 16 mai 1910.

2345

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1910, constituant en corporation MM. Lionel H. Foucher, importateur, de la ville de Maisonneuve, Jules L. Clément, agent d'immeubles, Thomas George Bertrand, manufacturier, Come Damien Bertrand, commis, et amédée Bélanger, pharmacien, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général, en gros et en détail, ainsi que de manufacturer, produire ce qui est nécessaire au commerce fait par la compagnie ;

Faire spécialement le commerce connu sous le nom de commerce d'ornements d'église ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer sur royauté ou acquérir autrement et tenir, employer, posséder mettre en opération, introduire et vendre, donner des marques de commerce, noms,

under the name of "The Farmers of Jonquières Stock-breeding Syndicate", the principal place of business whereof is in the village of Jonquières, county of Chicoutimi.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 17th May, 1910.

2376

No. 4078-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The Superintendent of Public Instruction gives notice that he will recommend the Lieutenant Governor in Council, in virtue of the power conferred on him by article 30 of the Education Act, to annul the order in council issued by him on the 10th February instant, 1910, bearing number 119, respecting the annexation of part of the school municipality of Saint Francis to that of Saint Victor de Tring, seeing that there was an error in the cadastral numbers mentioned therein; and to replace same with another to the same effect, by replacing the numbers 47 and following to 62 inclusively mentioned therein, by the numbers 1821 and following to 1837 inclusively.

2354

No. 2453.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th May instant, 1910, to erect into a school municipality, under the name of "Saint Zénon du Lac Amqui", the lots bearing on the official cadastre of the township Pineau, the Nos. 1 and following to 45, inclusively, of the Vth range; Nos. 13 and following to 42, inclusively, of the VIth range; Nos. 1 and following to 39, inclusively, of the VIIth range; Nos. 1 and following to 36, inclusively, of the VIIIth range of the same township.

2356

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Sherbrooke, under the name of "The Sherbrooke Poultry Association, Limited", and that its principal place of business will be in the town of Sherbrooke, in the county of Sherbrooke.

The objects for which the said association is formed are : The improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter and cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 16th May, 1910.

2346

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteen day of May, 1910 incorporating Messrs. Lionel H. Foucher, importer, of the town of Maisonneuve, Jules L. Clément, real estate agent, Thomas George Bertrand, manufacturer, Come Damien Bertrand, clerk, and Amédée Bélanger, druggist, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business in general, wholesale and retail, and also to manufacture and produce whatever is necessary for the trade carried on by the company ;

To carry on especially the business known under the name of the business of church ornaments ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, operate, introduce and sell, give trade marks, names, patents of invention, improvements and

patentes d'inventions, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement utiles aux affaires de la compagnie et employer, exercer, développer, accorder suivant le cas ou autrement, mettre à profit toutes telles marques de commerce et invention et en disposer autrement.

Entrer en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt ou co-opérations avec toute autre personne ou compagnie et de promouvoir, aider à promouvoir et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire, alliée ou autre compagnie faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement, posséder, employer, louer, hypothéquer des immeubles et bâties, matériel, machines nécessaires et en rapport avec les affaires de la compagnie ou en disposer autrement ;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires ayant les mêmes objets que ceux de la compagnie ensemble avec bâties, machines, stock de commerce, clientèle et actif en général, prendre en tout ou en partie les dettes des dites affaires et les payer en tout ou en partie en obligations, débetures, et les vendre et louer ou en disposer autrement ou aucune partie d'iceux ;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre, échanger des actions, stock, débetures et garanties de toutes corporations faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie et en disposer ;

Faire les choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de Bertrand, Foucher & Bélanger, Incorporée, avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900 00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2339

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires à "The Robertson Asbestos Mining Company," en date du treizième jour de mai 1910, par lesquelles les pouvoirs additionnels suivants ont été octroyés :

Faire les affaires et opérations de miner et fondre le minéral dans toutes ses branches, et acquérir et posséder par achat, bail, licence ou autrement, des mines, minéraux, droits et privilèges de mine, et les explorer, travailler, exercer et développer, et de miner, ouvrir, creuser, travailler et faire les opérations de miner, fondre et mouler des métaux et minéraux et les préparer pour la vente par aucuns moyens ou procédés ;

Traiter, fondre, raffiner et préparer pour le marché des métaux, minéraux ou autres substances par aucun procédé quelconque, et en aucune manière ou forme, et à cette fin, acheter, acquérir, installer et mettre en opération tout le matériel et appareils nécessaires, et acheter, vendre et faire le commerce de tous les produits de ces minéraux ;

Chercher, explorer, développer, améliorer, travailler, conduire et maintenir des mines, carrières, minerais et autres dépôts et propriétés, et de mouler, écraser, laver, fondre, griller, essayer, réduire et autrement traiter les métaux, charbon, coke, minerais, argile et toute sorte de minéraux appartenant à la compagnie ou produits des propriétés de la compagnie ou fournis par autres à la compagnie pour telle fin et de les rendre propres pour le commerce, les vendre ou en disposer autrement ou toute partie d'iceux ou tout intérêt y ayant rapport, et en général faire les affaires d'une compagnie de mines, fonte, réduction, extraction et développement ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou

processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant according to the case or otherwise, turn to account all such trade marks and inventions and otherwise dispose of same ;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest or co-operation, with any other person or company, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any auxiliary, allied or other company carrying on the same kind on business as this company ;

To purchase or otherwise acquire, hold, use, lease, hypothecate immovables and buildings, materials, machinery necessary and in connection with the business of the company or otherwise dispose of same ;

To purchase or otherwise acquire any business having the same objects as those of this company together with buildings, machinery, stock in trade, goodwill and assets in general, take over in whole or in part the debts of any such business, and pay for same in whole or in part with bonds and debentures, and sell, lease or otherwise dispose of same or any part thereof ;

To acquire, own, lease, guarantee, hypothecate, sell, exchange shares, stock, debentures or securities of any corporation carrying on the same kind of business as this company and dispose of same ;

To exercise all the powers and do all and singular the business and transactions for the operation of the objects for which this company is incorporated, under the name of "Bertrand, Foucher & Belanger, incorporée", with a total capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100 00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2340

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, the "Robertson Asbestos Mining Company", bearing date the thirteenth day of May, 1910, by which the following additional powers have been granted :

To carry on the business and operations of mining and smelting minerals in all its branches, and to acquire and hold by purchase, lease, license or otherwise, mines, minerals, mining rights and privileges, and to explore, work, exercise and develop the same ; and to mine, sink shafts, excavate, work and carry on the operations of mining, smelting and milling ores and minerals and preparing the same for sale by any means or process ;

To treat, smelt, refine and prepare for the market, minerals ores or other substances by any process whatever, and in any manner or form, and for such purpose to purchase, acquire, install and operate all necessary plant and apparatus and purchase, sell and deal in any products of such ores ;

To prospect for, explore, develop, improve, work, manage and maintain mines, quarries, mineral and other deposits and properties and to mill, crush, wash, smelt, roast, assay, reduce and otherwise treat metals, coal, coke, ores, clay and all kinds of minerals, whether belonging to the company or produced from the company's properties or supplied by others to the company for such purpose, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same or any part thereof or any interest therein and generally to carry on the business of mining, smelting, reduction, quarrying and development company ;

To carry on any other business whether manu-

autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement ou en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie et autres semblables ;

Demander, prendre, posséder, acheter et acquérir autrement des patentes, inventions, baux, licences et concessions octroyant un droit exclusif ou limite d'employer tout secret ou autre information concernant toute invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie et qui peut être calculée pour le bénéfice de la compagnie, et employer les dites patentes ou information suivant que la compagnie peut juger à propos et en disposer ;

Nonobstant les dispositions de la section 34 de la loi des compagnies de Québec, 1907, acheter, acquérir et posséder, tenir, garantir et vendre avec ou sans garantie les actions, débetures et obligations de toutes manufactures ou autres corporations faisant les mêmes affaires que celles de cette compagnie et s'amalgamer avec toute compagnie constituée pour la mise en opération de toutes affaires semblables, et acquérir par achat, bail ou autrement, et diriger, conduire et mettre en opération la propriété, entreprise et affaires de toute telle corporation ;

Émettre, donner et délivrer comme acquittées et non-saisissables toutes actions, débetures ou autres garanties de cette compagnie, en paiement ou partie de paiement de toute propriété, contrats, droits, actions, débetures ou garanties de toute compagnie que cette compagnie peut acquérir pour les fins de ses affaires, et en paiement ou partie de paiement des services rendus à la compagnie en rapport avec son avancement, organisation et affaires ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou licencier sur loyauté ou autrement acquérir et tenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire et vendre, céder, ou en disposer autrement, toutes marques de commerce, noms de commerce, patentes d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement utiles aux affaires de la compagnie, et employer, développer, octroyer des licences y ayant rapport ou autrement mettre à profit toutes telles marques de commerce, noms de commerce ou inventions, licences, procédés, et la même chose pour toute telle propriété ou droits ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêt, risquer conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou sur le point de faire toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire et promouvoir et aider à l'avancement et devenir actionnaire dans toute telle compagnie, et acheter ou acquérir autrement des actions et garanties de telle compagnie ou compagnies, nonobstant les dispositions de la section 34 de la loi des compagnies de Québec, 1907, et de les posséder, vendre, garantir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou autrement ;

Acquérir la clientèle, propriété, droits et actif et prendre les obligations de toute personne, société ou compagnie endettées envers la compagnie ou faisant toutes affaires semblables à celles conduites par cette compagnie et de les payer en argent ou en actions ou garanties de cette compagnie ou autrement ;

Faire les affaires soit manufacturées ou autrement qui peuvent être faites en rapport aux fins de la compagnie ou qui peuvent lui être avantageuses ou utiles ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'elle pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties de tout objet, en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses, comme patrons, agent, entrepreneurs, fideicommissaires ou autrement, soit seule ou en union avec autres ;

Faire toutes choses nécessaires, convenables, utiles ou propres pour l'accomplissement d'aucun ou plus des objets ci-dessus énumérés ou qui pour-

facturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company and germane thereto ;

To apply for, take out, hold, purchase and otherwise acquire patents, inventions, leases, licenses and concessions conferring an exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purpose of the company and which might seem calculated to benefit the company, and to use and dispose of said patents or information as the company may seem proper.

Notwithstanding the provisions of the section 34 of the Quebec Companies Act, 1907, to purchase and acquire and to own, hold, pledge and sell with or without guarantee the shares, debentures and bonds of any manufacturing or other corporations carrying on business similar to that of this company and to amalgamate with any company constituted for the carrying on of any similar business, and to acquire by purchase, lease or otherwise and to manage, operate and carry on the property undertaking and business of any such corporation ;

To issue, allot and deliver as fully paid-up and non-assessable any shares, debentures or other securities of this company, in payment or part payment of any property, contracts, rights, shares, debentures or securities of any company which this company may acquire for the purpose of its business, and in payment or part payment of the services rendered to the company in connection with its promotion, organisation and business ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license or royalty or otherwise acquire and hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents or invention, improvements and process under registration or otherwise useful to the business of the company and to use, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, trade names or inventions, licenses, processes, and the like of any such property or rights ;

To entering into arrangements for sharing profits or union of interest, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business which the company is authorized to carry on and promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company and to purchase or otherwise acquire shares and securities or such company or companies notwithstanding the provisions of section 34 of the Quebec Companies Act, 1907, and to hold, sell, pledge, reissue with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

To acquire the goodwill, property, rights and assets and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by this company and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or otherwise ;

To carry on business whether manufacturing or otherwise which may be carried on in the connection with the purposes of the company, or which may be beneficial or profitable thereto ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any object, altogether or in part similar to those of the company ;

To do all or any of the above things, as principals, agent, contractors, trustees or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated or

ront ou peuvent en aucun temps paraître nécessaires pour la transaction ou bénéfice de la corporation, soit comme possesseurs ou comme ayant été intéressés dans aucune propriété, actions ou au res garanties ;

Rénumérer par paiement en argent, stock, obligations ou tout autre moyen toute personne ou personnes ou corporation ou corporations, en plaçant ou aidant à placer, ou garantissant le placement d'aucune des actions du stock de la compagnie, ou toutes débetures ou autres garanties ou dans la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite des affaires ;

Le tout pourvu cependant que la compagnie n'émettra pas à l'avenir aucune action de son fonds social audessous de la valeur au pair d'icelui.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2377 Secrétaire de la province

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Henri, dans le comté de Lévis, les biens fonds situés dans la concession sud-ouest de la Rivière Etchemin, ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Henri, les numéros 801, 802, 803, 804 et 792, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jean-Chrysostôme, dans le même comté.

2257.2

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée aux effets ci-dessous :

1° Détacher de la municipalité scolaire de Ripon, dans le comté d'Ottawa, les biens fonds ayant les numéros 48 et suivants, jusqu'à 56 inclusivement du 6e rang, et les numéros 49 et suivants jusqu'à 56 inclusivement du 7e rang, dans le canton de Ripon.

2° Détacher de la municipalité de Hartwell, dans le comté d'Ottawa, les biens fonds ayant les numéros 1 et suivants jusqu'à 18 inclusivement de chacun des rangs 6 et 7 du canton de Hartwell.

3° D'unir ces biens fonds à ceux ayant les numéros 48 et suivants jusqu'à 53 inclusivement du dit canton de Ripon, à ceux ayant les numéros 19 et suivants jusqu'à 32 inclusivement de chacun des rangs 6 et 7 du dit canton de Hartwell, à ceux ayant les numéros 26 et suivants jusqu'à 33 inclusivement du rang 8 du dit canton de Hartwell, qui ne forment partie d'aucune municipalité scolaire, et

4° D'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de " Montpelier. "

2261-2

No. 3983.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet d'ériger le canton Boyer, dans le comté d'Ottawa, en municipalité scolaire distincte, sous le nom de " Canton Boyer ".

2259-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1910, constituant en corporation MM. Robert Taschereau, avocat et conseil du Roi, Thibaudeau Rinfret et Rosario Genest, avocats, Joseph Emile Billette, étudiant en droit, et Camille Pierre Lefebvre, gérant de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

which shall or may at any time appear to be necessary for the transaction or benefit of the corporation, either as holders or as being interested in any property, shares, bonds or other securities ;

To renumerate by payment in cash, stock, bonds or any other manner any person or persons or corporation or corporations, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the company, or any debentures or other securities or in about the formation or promotion of the company or in the conduct of the business ;

The whole provided however that the company shall not in the future issue any of its capital stock below the par value thereof ;

Dated from the office of the provincial secretary, this thirteenth day of May, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2378 Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Henri, in the county of Lévis, the lots situate in the south west concession of the River Etchemin, bearing on the official cadastre of the parish of Saint Henri, the numbers 801, 802, 803, 804 and 792, and to annex same to the school municipality of Saint Jean Chrysostôme, in the same county.

2258

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to the undersigned effect :

1. To detach from the school municipality of Ripon, in the county of Ottawa, the lots bearing the numbers 48 and following to 56 inclusively of the 6th range, and the numbers 49 and following to 56 inclusively of the 7th range, in the township of Ripon.

2. To detach from the municipality of Hartwell, in the county of Ottawa, the lots bearing the numbers 1 and following to 18 inclusively of each of the ranges 6 and 7 of the township of Hartwell.

3. To unite the said lots to those bearing the numbers 48 and following to 53 inclusively of the said township of Ripon, to those bearing the numbers 19 and following to 32 inclusively of each of the ranges 6 and 7 of the said township of Hartwell, to those bearing the numbers 26 and following to 33 inclusively of range 8 of said township of Hartwell, which form part of no school municipality, and

4. To erect all such territory into the separate school municipality under the name of " Montpelier. "

2262

No. 3983.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to erect the township Boyer, in the county of Ottawa, into a separate school municipality, under the name of " Township Boyer ".

2260

Public notice is hereby given that under the Quebec companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1910, incorporating Messrs. Robert Taschereau, advocate and King's Counsel, Thibaudeau Rinfret and Rosario Genest, advocates, Joseph Emile Billette, law student, and Camille Pierre Lefebvre, manager, of the city of Montreal, for the following purposes :

De manufacturer des aéroplanes construits suivant un brevet d'invention à être obtenu par un nommé Achille Valois, des cité et district de Montréal, aussitôt que ce dernier aura obtenu un brevet d'invention au département d'Agriculture à Ottawa; d'exploiter le dit brevet d'invention aussi tôt qu'il aura été accordé, acquérir et exploiter aucun brevet d'invention du même genre, d'acquérir le brevet d'invention à être acquis par le dit Achille Valois, et de payer le dit brevet d'invention au moyen d'actions libérées dans la dite compagnie; d'acquérir, louer et exploiter tout terrain ou manufacture nécessaire pour les opérations de la dite compagnie; et faire toute opération nécessaire pour obtenir le but proposé par la dite compagnie; manufacturer des moteurs et aéroplanes, et faire toute opération nécessaire pour manufacturer des moteurs et aéroplanes, et vendre, louer ou disposer des dits moteurs et aéroplanes, sous le nom de "La Compagnie de Moteur & d'Aéronautiques Valois", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2219-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9e jour de mai 1910, constituant en corporation MM. Armand Levesque, comptable, de Roberval, François Paradis, comptable, Lucien J. Baribeau, marchand, Jos. Savard, cultivateur, et Gaudiose Guérard, notaire public, de Hébertville Station, pour les buts suivants :

Faire le commerce de marchandises sèches, épiceries et autres en général, sous le nom de "La Compagnie L. J. Baribeau", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hébertville Station.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mai 1910.

JOS. DUMONT,

2229-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mai 1910, constituant en corporation MM. Aristide Ravoux, bijoutier, et Théodule Alfred Lemieux, médecin, de Lawrence, Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, Vincelas Elisée Lemieux, marchand, de Beauceville, Joseph Achillas Lemieux, gérant d'affaires, et Alfred Lemieux, liquidateur et agent d'immeubles, de Lévis, dans les buts suivants :

Fabriquer, acheter, vendre au gros et en détail, la bijouterie et les objets d'art, dans tous les métaux et sous tous ses formes; acquérir des immeubles, meubles et brevets, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de Bijouterie Ravoux, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mai 1910.

JOS. DUMONT,

2231-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de

To manufacture aeroplanes constructed in accordance with a patent of invention to be obtained by Achille Valois, of the city and district of Montreal, as soon as the latter obtains a patent from the department of Agriculture at Ottawa; to exploit the said patent of invention as soon as granted; to acquire and exploit any patent of a like nature; to acquire the patent of invention to be obtained by the said Achille Valois, and to pay for same with paid up shares in the said company; to acquire, lease and exploit any land or factory necessary for the operations of the said company, and carry on any operation necessary to obtain the purpose proposed by the said company; to manufacture motors and aeroplanes, and carry on any operation necessary to manufacture motors and aeroplanes, and sell, lease or dispose of the said motors and aeroplanes, under the name of "La Compagnie de Moteur et d'Aéroplanes Valois", with a total capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of May, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2220

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of May, 1910, incorporating Messrs. Armand Levesque, accountant, of Roberval, François Paradis, accountant, Lucien J. Baribeau, merchant, Jos. Savard, farmer, and Gaudiose Guérard, notary public, of Hébertville Station, for the following purpose :

To carry on the dry goods, grocery and other business in general, under the name of "La Compagnie L. J. Baribeau", with a total capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Hébertville Station.

Dated from the office of the secretary of the province, this ninth day of May, 1910.

JOS. DUMONT,

2230

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1910, incorporating Messrs. Aristide Ravoux, jeweller, and Théodule Alfred Lemieux, physician, of Lawrence, Massachusetts, United States of America, Vincelas Elisée Lemieux, merchant, of Beauceville, Joseph Achillas Lemieux, business manager, and Alfred Lemieux, liquidator and real estate agent, of Lévis, for the following purposes :

To manufacture, purchase, sell wholesale and retail, jewellery and objects of art, in all metals and under all its forms; to acquire moveable and immovable property and patents, under the name of "La Compagnie Manufacturière de Bijouterie Ravoux, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the secretary of the province, this ninth day of May, 1910.

JOS. DUMONT,

2232

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1910,

mai 1910, constituant en corporation MM. Roswell Corse Fisher, gentilhomme, William Frederick Ritchie, avocat et Conseil en Loi du Roi, Roswell Eric Fisher, étudiant, Mary Field Fisher, épouse séparée de biens par contrat de mariage du dit Roswell Corse Fisher, et par lui dûment autorisée à l'effet des présentes, de la cité de Montréal, et Sydney Arthur Fisher, cultivateur, de Brome, dans les buts suivants :

Acheter ce terrain et bâtisses étant le numéro six cent soixante (660) et six cent soixante et dix (670), rue Sherbrooke Ouest, dans la cité de Montréal, connus comme "The Sherbrooke Home Club", et les payer en tout ou en partie avec des actions acquises de la dite compagnie, sous le nom de "The Sherbrooke Home Club Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mai 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2243-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1910, constituant en corporation MM. Alexander Burnett et Henri Desrosiers, comptables, de la cité de Montréal, Charles Albert Duclos, Conseil en loi du Roi, de Westmount, William Langley Bond et John Joseph Mesagher, avocats, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de producteur, raffineur et marchand d'huile de pétrole et de ses produits indirects, et pour les dites fins, chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire, acquérir par achat, bail ou autrement et vendre, louer des terres à l'huile de pétrole ou droits ou intérêts y ayant rapport et acheter, acquérir, vendre et faire le commerce d'huile de pétrole crue autres huiles et autres produits d'icelle, ou en disposer autrement ; creuser des puits d'huile, ériger, acquérir par achat, bail ou autrement maintenir et mettre en opération des raffineries pour l'huile ; emmagasiner, mettre en réserve, en entrepôt, l'huile de pétrole raffinée et crue et ses produits indirects ; construire et mettre en opération des lignes de tuyaux pour le transport de l'huile ; acquérir par achat, bail ou autrement des terres, droits de passage pour poteaux ou lignes de tuyaux ou autres fins et de les payer soit en argent ou en actions acquises de la compagnie, ou partie dans une ou partie dans l'autre ; construire maintenir, changer, faire, travailler et mettre en opération la propriété de la compagnie ou propriété contrôlée par la compagnie, télégraphe ou lignes de téléphone, réservoirs, digues, écluses, passages et autres voies, aqueducs, puits, bâtisses, ateliers et autres travaux et machines, matériel et machines électriques et autres appareils de toute description ;

Creuser ou miner pour toute espèce de minerais, substance minérale, pétrole, huiles minérales ou gaz et en faire le commerce ; ériger ou acquérir par aucun titre, et mettre en opération des fondeurs, raffinerie ou autres manufactures pour les raffiner, manufacturer ou utiliser, et faire en général les affaires en rapport avec toutes les affaires ci-dessus mentionnées et en général conduire toute sorte d'affaires qui peuvent être nécessaires ou accessoires à la mise en opération de toutes les affaires ou opérations ci-dessus mentionnées ;

Faire les affaires de marchands de bois, moulins à scie, propriétaires et producteurs de bois, et acheter, vendre, cultiver, préparer pour le marché, manipuler, exporter, importer et faire le commerce de bois et bois de construction ou de toute sorte, et manufacturer et vendre des articles de toute sorte dans la manufacture desquels le bois de construction

incorporating Messrs. Roswell Corse Fisher, gentleman, William Frederick Ritchie, advocate and King's Counsel, Roswell Eric Fisher, student, Mary Field Fisher, wife separated as to property by contract of marriage of the said Roswell Corse Fisher, and by him duly authorized herein, of the city of Montreal, and Sydney Arthur Fisher, farmer, of Brome, for the following purposes :

To purchase that certain land and buildings being number six hundred and sixty (660) and six hundred and seventy (670), Sherbrooke street West, in the city of Montreal, known as The Sherbrooke Home Club, and pay for the same in part or in whole by paid up shares of the said company, under the name of "The Sherbrooke Home Club Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this ninth day of May, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2244

Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1910, incorporating Messrs. Alexander Burnett and Henri Desrosiers, accountants, of the city of Montreal, Charles Albert Duclos, King's Counsel, of Westmount, William Langley Bond and John Joseph Mesagher, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a producer and refiner of, and dealer in, petroleum oil and the bye products thereof, and for the said purposes to prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain and manage, acquire by purchase, lease or otherwise and sell, lease or otherwise dispose of petroleum oil lands, or rights, or interests therein and to purchase, buy, sell and deal in crude petroleum oil and other oils and other products thereof ; to sink oil wells, to erect, acquire by purchase, lease or otherwise maintain and operate oil refineries ; to store, tank and warehouse refined and crude petroleum oil and bye products thereof ; to construct and operate pipe lines for transportation of oil : to acquire by purchase, lease or otherwise lands, rights of way for pole or pipe lines or other purposes and to pay for the same either in cash or with paid up shares of the company, or partly in one or partly in the other to construct, maintain, alter, make, work and operate on the property of the company, or on property controlled by company, telegraph or telephone lines, reservoirs, dams, flumes, race and other ways, aqueducts, wells, buildings, shops and other works and machinery, plant and electrical and other appliances of every description ;

To bore or mine for any kind of mineral, mineral substance, petroleum, mineral oils or gases, and to deal in the same, to erect or acquire by any title, and to operate smelters, refineries or other manufacturing or refining, manufacturing or utilizing the same, and to do a general trading business in connection with any of the businesses above defined and generally to conduct any and every kind of business that may be necessary or accessory to the carrying on of any of the businesses or operations hereinabove defined.

To carry on a business as timber merchants, saw-mill proprietors and timber powers, and to buy, sell, grow, prepare for market, manipulate, export, import and deal in wood and timber of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used ; to acquire by purchase or otherwise

ou bois sont employés ; acquérir par achat ou autrement du bois de toute description, et acquérir, posséder des limites à bois et licences et en disposer, et manufacturer et vendre la pulpe et le papier ou tout produit dans lequel la pulpe ou le papier peuvent être employés ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement, mais semblable aux susdits objets qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie ;

Acquérir les entreprises, actif ou propriétés de toutes personnes, sociétés ou corporations faisant les mêmes affaires ou affaires semblables à celles de la compagnie ; les payer et pour services rendus à la compagnie, soit en tout ou en partie en obligations ou en tout ou en partie en actions de la compagnie ; acquérir et posséder des actions, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation faisant des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire, et durant la possession d'icelle, exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaires d'icelle, et vendre, posséder, émettre de nouveau avec ou sans garanties ou en faire le commerce autrement ;

Vendre, louer la propriété et entreprises de la compagnie ou toute partie d'icelles, et en particulier par actions, débentures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêt avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à engager ou à faire ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "The Canada Caddo Oil Company, Limited", avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois cent mille (300,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mai 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2309.2

Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

timber of every description, and to acquire, hold and dispose of timber limits and licenses and to manufacture and sell pulp and paper or any produce in which pulp or paper may be used ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, but germane to the foregoing objects, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company ;

To acquire the undertakings, assets or properties of any individuals, firms or corporations carrying on a similar business or a business incidental to that of the company ; to pay for the same and for services rendered to the company either wholly or partly in bonds, or wholly or partly in shares of the company ; to acquire and hold shares bonds or other securities of or in any other company or corporation carrying on business similar to that which this company is authorised to carry on, and while holding the same to exercise all the rights and powers of ownership thereof and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company, or any part thereof, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects similar to those of this company ;

To enter into any arrangement for sharing profits or union of interest, with any person or company carrying on or engaged in any business or transactions which this company is authorized to engage in or carry on ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Canada Caddo Oil Company, Limited", with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three hundred thousand (300,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Dated from the office of the secretary of the province, this eleventh day of May, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2310

Secretary of the province.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature, the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1645

G. C. L.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

1646

C. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], s'avant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 50 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of

charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1647

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que durant la présente session de la législature, la corporation de la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature pour se mettre sous les dispositions de l'acte général des corporations des cités et villes, 1903, avec en plus le droit d'annexer à la municipalité de la ville de Saint-Jérôme certaine partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme, située au sud-est de la dite ville de Saint-Jérôme; de municipaliser l'éclairage électrique; de fournir et exploiter de l'énergie électrique, dans les limites de la ville; de légaliser les règlements Nos 67 et 71 concernant le canal d'égouts de la rue Labelle, et pour toutes autres fins, matières et choses nécessaires et utiles à la dite corporation de la ville de Saint-Jérôme.

CAMILLE DE MARTIGNY,

Procureur de la corporation,
de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, 28 avril 1910.

2109.2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, par la "The Investment Trust Company Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour la passation d'un acte l'autorisant à faire affaires dans la province de Québec, à agir comme fidéicommissaire, curateur, procureur, exécuteur, liquidateur, receveur, administrateur, agent et tuteur, et à recevoir et garder toute propriété meuble ou immeuble commise à la garde de la compagnie relativement à tout fidéicommissaire dont la compagnie pourra se charger, ou être chargée d'exécuter, à exercer tous autres pouvoirs conférés aux autres compagnies similaires en cette province, et pour autres fins.

H. A. LOVETT, C. R.,

Procureur de la requérante.

Daté ce 20 avril 1910.

2009.5

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2730.

Dame Gittel Funger, de Montréal, épouse commune en biens de Moses Kindestine, du même lieu, commerçant, Demanderesse;

vs

Moses Kindestine, des cité et district de Montréal, commerçant, Défendeur.

La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 mai 1910.

2331

a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1648

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that during the actual sitting of Legislature of Quebec, the corporation of the town of Saint Jérôme shall present themselves to the Legislature to be put under the disposition of the general act of cities and towns of 1903, and further to obtain privilege of annexing to the municipality of the town of Saint Jérôme certain part of the municipality of the parish of Saint Jérôme, lying south-east of the said town of Saint Jérôme; to municipalize the electric light; to furnish electrical power and operate an electric plan within the limits of the said town of Saint Jérôme; to legalize by-laws numbers 67 and 71 in connection with the sewer drain of Labelle street, and for all other purposes, matters and things necessary and useful to the corporation of the town of Saint Jérôme.

CAMILLE DE MARTIGNY,

Attorney for the corporation

of Saint Jérôme.

Saint Jérôme, 28th April, 1910.

2110

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session by the Investment Trust Company, Limited, a body corporate and politic, having its principal place of business in the city of Montreal, in the province of Quebec, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property moveable and immoveable committed to the company in connection to any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

H. A. LOVETT, K. C.,

Solicitor for applicant.

Dated 20th April, 1910.

2010

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court*
No. 2730.

Dame Gittel Funger, of Montreal, wife common as to property of Moses Kindestine, of the same place, trader, Plaintiff;

vs

Moses Kindestine, of the city and district of Montreal trader, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property from her said husband.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th May, 1910.

2232

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 452.

Dame Philomène Francoeur, épouse de Joseph Tessier, fils d'Elzéar, cultivateur, tous deux de la paroisse de Sainte-Thècle, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

GUILLET & LORD,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 16 mai 1910.

2357

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Mélina Bertrand, épouse commune en biens de Théophile Deguire, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Théophile Deguire, du même lieu.

Défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

MARTINEAU & JODOIN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 16 mai 1910.

2361

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 909.

Dame Marie Jeanne Morissette, épouse commune en biens de Thomas Pleau, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Thomas Pleau, du même lieu,

Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

MARTINEAU & JODOIN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 16 mai 1910.

2363

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 173.

Dame Emélie Gagnon, de la paroisse de Saint Paul de Chester, épouse de George Lavertu, autrefois cultivateur, de la paroisse de Saint-Paul de Chester et temporairement absent aux Etats-Unis d'Amérique et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit George Lavertu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 9 mai 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 10 mai 1910.

2265-2

Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 4445.

Dame Marie Marguerite Roy dit Lauzon, épouse de Joseph A. Moreau, marchand, de la paroisse de Saint-Louis du Ha ! Ha ! a, le 23 avril 1910, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

E. H. CIMON,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 10 mai 1910.

2291-2

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1867.

Dame Victoria Proulx, épouse commune en biens de Georges Lavallée, journalier, de la cité de Salaberry de Valleyfield, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

NUMA E. BROSSOIT,

Avocat de la demanderesse.

Valleyfield, 9 avril 1910.

2293-2

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 452.

Dame Philomène Francoeur, wife of Joseph Tessier, son of Elzéar, farmer, both of the parish of Saint Thècle, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GUILLET & LORD,

Attorneys for plaintiff.

Three-Rivers, 16th May, 1910.

2356

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Mélina Bertrand, wife common as to property of Théophile Deguire, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Théophile Deguire, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted.

MARTINEAU & JODOIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1910.

2362

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 909.

Dame Marie Jeanne Morissette, wife common as to property of Thomas Pleau, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Thomas Pleau, of the same place

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted.

MARTINEAU & JODOIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1910.

2364

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 173.

Dame Emélie Gagnon, of the parish of Saint Paul de Chester, wife of George Lavertu, formerly farmer, of the parish of Saint Paul de Chester, and temporarily absent in the United States of America, and duly authorized to ester en justice,

plaintiff ;

vs

The said George Lavertu,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 9th May, 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Attorneys for Plaintiff.

Arthabaska, 10th May, 1910.

2266

Superior Court.—Kamouraska.
No. 4445.

Dame Marie Marguerite Roy dit Lauzon, wife of Joseph A. Moreau, merchant, of the parish of Saint Louis du Ha ! Ha ! has, on the 23rd of April, 1910, taken out a suit against her husband for separation as to the property.

E. H. CIMON,

Attorney for Plaintiff.

Fraserville, 10th May, 1910.

2292

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 1867.

Dame Victoria Proulx, wife common as to property of Georges Lavallée, laborer, of the city of Salaberry de Valleyfield, duly authorized to ester en justice, has instituted, this day, an action as to bed and board against her said husband.

NUMA E. BROSSOIT,

Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 9th April, 1910.

2294

Province of Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 137.

Azilda Boutillette, épouse de Louis Lachance, entrepreneur, de la ville de Black Lake, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Lachance, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 19 avril 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 19 avril 1910. 2057.4

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3038.

Dame Mary Nelson, de la cité et du district de Montréal, épouse de James Gardner, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit James Gardner, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28ième jour de février 1910.

MULLEN & MATHIEU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 14 mars 1910. 2089.4

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3544.

Avis est par les présentes donné que Dame Hannah Korber, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Stern, ci-devant commerçant, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 27 avril 1910. 2065.4

Province of Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3611.

Dame Marie Delphine Corilla Gervais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de David Mason, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit David Mason, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 15 avril 1910. 1921.5

Province of Québec, }
District de Saint-François } *Cour Supérieure.*
No 769.

Dame Agnès Lareau, du canton de Barford, district de Saint-François, épouse commune en biens de Vitalis Davignon, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée, a pris une action en séparation de biens contre son dit époux, Vitalis Davignon, du même lieu, ce jour, trois mai.

J. BEAULNE,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 3 mai 1910. 2197.3

Province of Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 770.

Dame Aglaé Harelle, du canton de Hereford, district de Saint-François, épouse commune en biens de Elie Grenier, cultivateur, du même lieu, dûment autorisé, a pris une action en séparation de biens contre son dit époux, Elie Grenier, du même lieu, ce jour, trois mai.

J. BEAULNE,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 3^e mai 1910. 2195.3

Province of Québec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 137.

Azilda Boutillette, wife of Louis Lachance, contractor, of the town of Black Lake, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs

The said Louis Lachance, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th April, 1910.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 19th April, 1910. 2058

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3038.

Dame Mary Nelson, of the city and district of Montreal, wife of James Gardner, duly authorized, Plaintiff ;

vs

The said James Gardner, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been taken in this case, on 28th of February, 1910.

MULLEN & MATHIEU,
Attorney's for plaintiff.
Montreal, 14th March, 1910. 2090

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3544.

Notice is hereby given that Dame Hannah Korber, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Stern, of the same place, formerly trader, has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DE LORIMIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 27th April, 1910. 2066

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3611.

Dame Marie Delphine Corilla Gervais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of David Mason, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff ;

vs

The said David Mason, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause by plaintiff against defendant.

Montreal, 15th April, 1910. 1922

Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 769.

Dame Agnès Lareau, of the township of Barford, district of Saint Francis, wife common as to property of Vitalis Davignon, farmer, of the same place, duly authorized, has taken an action for separation as to property against her said husband, Vitalis Davignon, of the same place, this third day of May.

J. BEAULNE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 3rd May, 1910. 2198

Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 770.

Dame Aglaé Harelle, of the township of Hereford, district of Saint Francis, wife common as to property of Elie Grenier, farmer, of the same place, duly authorized, has taken an action for separation as to property against her said husband, Elie Grenier, of the same place, this third of May.

J. BEAULNE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 3rd May, 1910. 2196

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*,
No 56.

Dame Mélina Hébert, de la paroisse de Saint-Hugues, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Zacharie Petit dit Beauchemin, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Zacharie Petit dit Beauchemin, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée, ce jour, en cette cause, par la demanderesse contre le défendeur.

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 22 avril 1910. 2061.4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*.
No 2268.

Dame Virginie Lamontagne, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Demers, charpentier, de Saint-Apollinaire, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Demers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18 mars 1910, par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

ALPHONSE BERNIER,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 26 avril 1910. 2189.3

DISTRICT ELECTORAL DE DRUMMOND.

Extrait de l'état des dépenses d'élection de Napoléon Garceau, écuyer, candidat pour le dit district électoral, tenue le 5 mars 1910.

Téléphone.....	\$ 36.96
Orateurs dépenses et transport.	
Dépenses personnelles du candidat.....	154.89
Dépenses de charretiers et transport.....	40.00
Impression.....	2.00
Loyer de salles pour assemblées.....	77.00

\$ 310.85

Nous certifions que le susdit extrait est une vraie copie du susdit état des dépenses d'élection, montrant le montant total des dites dépenses.

ANTOINE ROCHELEAU,

Agent de Napoléon Garceau.

C. H. MILLOT,

Officier-rapporteur.

Témoin : R. STE. MARIE.

Drummondville, P. Q., 12 mai 1910. 2325

DISTRICT ELECTORAL DE DRUMMOND.

Extrait de l'état des dépenses d'élection de l'honorable Jules Allard, candidat pour le dit district électoral, tenue le 5 mars 1910.

Charretiers.....	\$ 27.25
Copie de liste des électeurs.....	1.00
Loyer de salle.....	5.00
Dépenses personnelles du candidat, voyage, charretiers, pension, etc.....	48.10

\$81.35

Nous certifions que le susdit extrait est une vraie copie du susdit état des dépenses d'élection, montrant le montant total des dites dépenses.

L. A. BRIEN,

Agent de l'honorable Jules Allard

C. H. MILLOT,

Officier-rapporteur.

Drummondville, P. Q., 10 mai 1910. 2327

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*.
No. 56.

Dame Mélina Hébert, of the parish of Saint Hugues, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Zacharie Petit dit Beauchemin, farmer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Zacharie Petit dit Beauchemin.

Defendant.

An action for separation as to bed and property has been instituted, this day, in this cause, by the plaintiff against defendant.

LUSSIER GENDRON & GUIMONT,

Attorneys for the plaintiff.

Saint Hyacinth, 22nd April, 1910. 2062

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*.
No. 2268.

Dame Virginie Lamontagne, wife common as to property of Jean-Baptiste Demers, carpenter, of Saint Apollinaire, judiciary authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jean-Baptiste Demers, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, on the 18th March, 1910, by the plaintiff against the defendant in this cause.

ALPHONSE BERNIER,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 26th April, 1910. 2190

ELECTORAL DISTRICT OF DRUMMOND.

Abstract of statement of election expenses of Napoléon Garceau, esquire, candidate for the said Electoral District, held on the 5th March, 1910.

Telephone.....	\$ 36.96
"Orateurs", expenses and transport.	
Personal expenses of candidate.....	154.89
Carters' expenses and transport.....	40.00
Printing.....	2.00
Rent of halls for holding meetings.....	77.00

\$310.85

We certify that the above is a true abstract taken from the above mentioned statement of election expenses, showing the total amount of the said expenses.

ANTOINE ROCHELEAU,

Agent of Napoléon Garceau.

C. H. MILLOT,

Returning Officer.

Witness : R. STE. MARIE.

Drummondville, P. Q., 12th May, 1910. 2326

ELECTORAL DISTRICT OF DRUMMOND.

Abstract of statement of election expenses of Honorable Jules Allard, candidate for the said electoral district, held on the 5th March, 1910.

Carters.....	\$27.25
Copy of electors list.....	1.00
Hall rent.....	5.00
Personal expenses of candidate, travelling, carters, board, etc.....	48.10

\$81.35

We certify that the above is a true abstract taken from the above mentioned statement of election expenses, showing the total amount of said expenses.

L. A. BRIEN,

Agent of the Honorable Jules Allard.

C. H. MILLOT,

Returning officer.

Drummondville, P. Q., 10th May, 1910. 2328

Province de Québec.

DISTRICT ELECTORAL D'ARGENTEUIL.

Extrait de l'état des dépenses d'élection encourues par Harry Slater, écr., candidat à l'élection tenue le 5 mars 1910.

Charretiers.....	\$58 50
Listes des électeurs.....	40 43
Impressions.....	98 75
Loyer et fournitures de salles de comité....	49 50
Annonces.....	6 00
Papeteries et postage.....	40 88
Commis.....	40 90
Téléphones.....	17 90
Dépenses personnelles du candidat.....	41 00

Total..... \$392 96
(Signé) F. A. BRENNIAN,
Agent spécial.

(Signé) G. F. CALDER,
Officier rapporteur.

Avis est par le présent donné que le dit état est ouvert pour inspection sur paiement d'un honoraire de 20 centins.

Vraie copie.

G. F. CALDER,
Officier rapporteur.
2369

Lachute, 4 mai 1910.

Le 16e jour de juin 1910, à Montréal, "The Dominion Express Company" vendra des effets non réclamés qui sont en mains dans les divisions Est et Atlantique, depuis avant le 1er juin 1909.

Voir la liste imprimée pour plus d'informations.

2121.3 W. S. STOUT,
Prés. et gérant gén.

Province of Quebec.

ELECTORAL DISTRICT OF ARGENTEUIL.

Extract of the statement of election expenses incurred by Harry Slater, esq., a candidate at the by-election held on the 5th of March, 1910.

Carters.....	\$58 50
Voters' lists.....	40 43
Printing.....	98 75
Rent and furnishings of committee rooms...	49 50
Advertising.....	6 00
Stationery and postage.....	40 88
Clerks.....	40 00
Telephones.....	17 90
Personal expenses of candidate.....	41 00

Total..... \$392 96
(Signed) F. A. BRENNIAN,
Special agent.

(Signed) G. F. CALDER,
Returning officer.

Notice is hereby given that the said statement is open to inspection upon payment of a fee of 20 cents.

True copy,

G. F. CALDER,
Returning officer.
2370

Lachute, 4th May, 1910.

On 16th June, 1910, at Montreal, the Dominion Express Company will sell unclaimed shipments which have been on hand in the Eastern and Atlantic Divisions since previous to 1st June, 1909.

See printed lists for further particulars.

2122 W. S. STOUT,
Pres. and gen. manager.

Tableau d'aspirant à l'étude du droit.—Tableau of candidate for the study of law.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges d'études et emploi. Colleges of studies and employ.
Gaboury....	Joseph-Ernest.	21 ans—years..	Bryson.....	Ecole de Bryson.—Collège Bourget (Rigaud).—Employé au bureau de poste de Montréal.—School of Bryson college Bourget (Rigaud).—Employed at post office of Montreal.

2239-40-2

L. A. LEDUC,
Secrétaire du Barreau, district d'Ottawa.—Secretary of Bar, district of Ottawa.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Edward Morrison, de la ville de Lachute, marchand de bois, Failli.
Avis est par le présent donné que, le septième jour de mai 1910, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être déposées sous trente jours de cet avis.

CHARLES CALDER,
Curateur.
Lachute, P. Q., 7 mai 1910. 2351

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In the matter of Edward Morrison, of Lachute town, lumberman, Insolvent.
Notice is hereby given that on the seventh day of May, 1910, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

CHARLES CALDER,
Curator.
Lachute, P. Q., 9th May, 1910. 2352

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Thos. Elliott, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

A. W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montréal, 13 mai 1910. 2329

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 90.

Dans l'affaire de J. Willy Abran, marchand, de la cité et du district des Trois-Rivières.

Débiteur insolvable ;

et

Armand Langlois,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

S. DUGAL,
Gardien provisoire.

TESSIER & LACOURSIERE,
Procureurs.
Trois Rivières, 16 mai 1910. 2347

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
In re Simon Cyr, commerçant, de Sainte-Scholastique, Québec, Failli ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens du susdit, et que MM. Ed. Catudal, H. Langlois, J. E. Chevrier, C. Théoret et T. Bienvenu, inspecteurs.

Les réclamations doivent être filées à mon bureau dans les trente jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 12 mai 1910. 2359

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 201.

Dans l'affaire de Léandre Gosselin, du village de Henryville, dans le district d'Iberville, hôtelier, Demandeur créancier ;

et

Joseph Gosselin, des ville et district de Bedford, Défendeur débiteur.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Bedford, dans le village de Sweetsburg, dit district.

JOSEPH DESAUTELS,
Gardien provisoire.

Sweetsburg, 17 mai 1910. 2367

District de Trois-Rivières.

Re Edmond Angers, marchand, Saint-Léonard d'Aston, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 juin 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 mai 1910. 2387

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Thos. Elliott, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

A. W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett,
Montreal, 13th May 1910. 2330

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 90.

In the matter of J. Willy Abran, merchant, of the city and district of Three Rivers,

Insolvent debtor ;

and

Armand Langlois,

Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

S. DUGAL,
Provisional guardian.

TESSIER & LACOURSIERE,
Attorneys,
Three Rivers, 16th May, 1910. 2348

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In re Simon Cyr, trader, of Saint Scholastique, Quebec, Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, this day, appointed curator to the estate of the above named and Messrs. Ed. Catudal, H. Langlois, J. E. Chevrier, C. Théoret and T. Bienvenu, inspectors.

Claims should be filed at my office within 30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 12th May, 1910. 2360

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 201.

In the matter of Leandre Gosselin, of the village of Henryville, in the district of Iberville, hotel-keeper, Plaintiff creditor,

and

Joseph Gosselin, of the town and district of Bedford, Defendant debtor.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Bedford, at the village of Sweetsburg, in said district.

JOSEPH DESAUTELS,
Provisional guardian.

Sweetsburg, 17th May, 1910. 2368

District of Three Rivers.

Re Edmond Angers, merchant, Saint Leonard d'Aston, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 6th June, 1910, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th May, 1910. 2388

Cour Supérieure.—Beauce.

In re Omer Fortin, Sainte-Justine, comté Dorchester.

Un troisième et dernier bordereau de dividende a été préparé, et sera sujet aux oppositions jusqu'au trois juin 1910, après lequel le dividende sera payable à mon bureau.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

No 5, rue Notre-Dame.
Lévis, 17 mai 1910.

2379

District de Québec.

Re L. B. Morency, marchand-tailleur. Québec, insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 juin 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 mai 1910.

2383

District de Kamouraska.

Re H. Nil Dubé, marchand, Fraserville, insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 juin 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 mai 1910.

2385

District de Québec.

Honoré Edouard Grondines, de Saint-Alban, marchand, a, le 14 mai 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 mai 1910.

2381

Ordre de Cour

Province de Québec. }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure
No 243.

Le 25 février 1910.

Présent : Sa Seigneurie l'honorable F. S.
Tourigny, J. C. S.

In re La Société J. A. Lefebvre & Cie,

En liquidation.

Vu la requête de la société J. A. Lefebvre & Cie, et l'affidavit au bas d'icelle, nous accordons les conclusions telles que prises, et nommons liquidateur provisoire, Louis Laforest, commerçant, de la paroisse de Saint-Cyrille de Wendover.

Par la cour,

(Signé), P. H. COTÉ,
P. C. S.

Vraie copie,
P. H. COTÉ, P. C. S.

2333

Superior Court.—Beauce.

In re Omer Fortin, Sainte Justine, county Dorchester.

A third and last dividend sheet has been prepared, and will be opened to objections until the third June, 1910, after which dividend will be paid at my office.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

No. 5, Notre-Dame street.
Levis, 17th May, 1910.

2380

District of Québec.

Re L. B. Morency, merchant tailor, Québec, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 6th June, 1910, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 18th May, 1910.

2384

District of Kamouraska.

Re H. Nil Dubé, merchant, Fraserville, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 6th June, 1910, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 18th May 1910.

2386

District of Québec.

Honoré Edouard Grondines, of Saint-Alban, merchant, has, on the 14th May, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 18th May, 1910.

2382

Order of the Court

Province of Québec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.
No. 243.

The 25th February, 1910.

Present : His Lordship the Honourable
F. S. Tourigny, J. S. C.

In re "La Société J. A. Lefebvre & Cie",

In liquidation.

Seeing the petition of the partnership J. A. Lefebvre & Cie, and the affidavit at the bottom of same, we grant the conclusions thereof as set forth, and appoint Louis Laforest, trader, of the parish of Saint Cyrille de Wendover, provisional liquidator.

By the court,

(Signed) P. H. COTÉ,
P. S. C.

True copy,
P. H. COTÉ, P. S. C.

2334

Licitations

AVIS DE LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Fraserville, dans le district de Kamouraska, le 12 mai 1910, dans une cause portant le numéro 4425 des dossiers de la dite cour, dans laquelle Marie Louise Saint-Onge, épouse commune en biens de Joseph Bélanger, cultivateur de la paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière-Ouelle, et le dit Joseph Bélanger mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse, est Demanderesse ; et Elzéar Saint-Onge et Paschal Saint-Onge, ce dernier es-qualité de tuteur à ses filles mineures Régina Saint-Onge et Brigitte Saint-Onge, tous de la paroisse de Saint-Denis, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un certain terrain situé en le premier rang des concessions de la seigneurie de la Bouteillerie, contenant environ un arpent de front sur environ huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; lequel immeuble est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska pour la dite paroisse de Saint-Denis, sous le numéro cent cinquante (150).

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le 22 JUIN 1910, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Fraserville ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du prot notaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

W. A. POTVIN,
Procureur de la demanderesse.
Fraserville, P. Q., 13 mai 1910, 2335
[Première publication, 21 mai 1910]

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2245.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 4 mai 1910, dans une cause dans laquelle Dame Alphonsine Leroux dit Roussan, épouse contractuellement séparée de biens de Ferdinand Laframboise, boulanger, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier en autant qu'il est besoin pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, est Demanderesse ; et Dame Hermine Leclerc, épouse de William Dubé, contre-maître, des cité et district de Montréal, et ce dernier en autant qu'il est besoin pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, est Défenderesse, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un lot de terre portant le No officiel 558, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au

Licitations

NOTICE OF LICITATION.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Fraserville, in the district of Kamouraska, on the 12th May, 1910, in a cause bearing number 4425 of the records of the said court, in which Marie Louise Saint-Onge, wife common as to property of Joseph Bélanger, farmer, of the parish of Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, and the said Joseph Bélanger *mis en cause* to assist and authorize his said wife, is Plaintiff ; and Elzéar Saint-Onge and Paschal Saint-Onge, the latter es quality of tutor to his minor daughters Régina Saint-Onge and Brigitte Saint-Onge, all of the parish of Saint Denis, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

A certain lot of land situate in the first range of the concessions of the seigniorie of la Bouteillerie, containing about one arpent in front by about eight arpents in depth, all more or less ; which said immoveable is now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Denis, under number one hundred and fifty (150).

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on the 22nd JUNE, 1910, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house of Fraserville ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

W. A. POTVIN,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, P. Q., 13th May, 1910. 2336
[First published, 21st May, 1910.]

Province of Quebec, }
District of Mo. treal. } Superior Court.
No. 2245.

Notice is given that, in virtue of a judgment of the superior court sitting at Montréal, in the district of Montreal, on the 4th May, 1910, in a cause in which Dame Alphonsine Leroux dit Roussan, wife separated as to property by marriage contract of Ferdinand Laframboise, baker, both of the city and district of Montreal, and the latter in as much as need be to authorize his wife for the purposes hereof, is Plaintiff ; and Dame Hermine Leclerc, wife of William Dubé, foreman, of the city and district of Montreal, and the latter in as much as need be to authorize his said wife for the purposes hereof, is Defendant, ordering the licitation of a certain immoveable designed, as follows :

A lot of land bearing the official No. 558, of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal.

The immoveable above described will be sold and adjudicated to the highest and last bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, sitting the court, in the court room of the court house, in the town of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of

moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire. Un dépôt de \$300.00 sera exigé de l'adjudicataire lors de l'adjudication.

A. S. DEGUIRE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 16 mai 1910.

2227

Première publication du 14 mai 1910 est nulle.

[Première publication, 21 mai 1910].

Ventes par le Shérif—Arthabaska

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir : } **JOSEPH GRIFFITH,**
No 1007. } Demandeur ; con re
JOSEPH HENRI BERNARD. Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Les lots du cadastre officiel du canton de Wickham, numéros soixante-neuf, soixante-dix, soixante-douze et soixante-treize, contenant d'après le dit cadastre cinq cents acres en superficies, plus ou moins ; en outre six îles dans la rivière Saint-François, dont : 1^o Une d'environ cinq acres en superficie, située vis-à-vis des lots quatorze et quinze, du second rang de Wickham ; 2^o Une autre d'environ un acre trois quarts en superficie, portant le No 1, telle que connue, située vis-à-vis le lot vingt, du second rang de Simpson ; 3^o Quatre autres d'environ deux acres, trois acres, quatre acres et huit acres en superficie chacune respectivement situées entre les deux premières îles susdécrites en premier et en second lieu ; aucune des dites six îles n'étant cadastrées—le tout avec édifices et dépendances.

Aussi une île cadastrée sous le No 71 et faisant partie du lot No 12, du deuxième rang du dit canton de Wickham, circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément chacun des dits lots et îles, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Durham, L'Avenir, le **VINGT-DEUXIÈME** jour de **JUIN** prochain (1910), à **UNE** heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif,

Arthabaska, 18 mai 1910.

Shérif.

2295

Première publication du 14 mai 1910 est nulle.

[Première publication, 21 mai 1910]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, } **ZULMA PREVILE,**
District de Beauharnois. } Demanderesse ; vs
No 1851. } **NICEPHORE SAUVÉ,**
Défendeur, et J. ARTHUR LAPOINTE, curateur au délaissement.

Un lot de terre ou emplacement connu et désigné

the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing. A deposit of \$300.00 shall be exacted from the purchaser at the time of the adjudication.

A. S. DEGUIRE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th May, 1910.

2228

First publication of the 14th May, 1910 is null.

[First published 21st May, 1910.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit : } **JOSEPH GRIFFITH,**
No 1007. } Plaintiff ; against **JOSEPH HENRI BERNARD,** Defendant.

As belonging to the defendant :

Lots of official cadastre for the township of Wickham, numbers sixty nine, seventy, seventy two and seventy three, containing as per said cadastre five hundred acres in superficies, more or less ; furthermore six islands in the Saint Francis river, of which : 1. One of about five acres in superficies, situate opposite lots fourteen and fifteen, in the second range of Wickham ; 2. Another one of about one and three quarters acres in superficies bearing No. 1, as known lying opposite lot twenty, in the second range of Simpson ; 3. Four others of about two acres, three acres, four acres and eight acres in superficies, each respectively lying between the two first islands in the first and second place above described, none of said six islands being cadastred—the whole with the buildings and dependencies.

Also an island cadastred under No. 71 and forming part of lot No. 12, of the second range of the said township of Wickham, circumstances and dependencies.

To be sold separately each lot and island, at the parochial church door of Saint Pierre of Durham, L'Avenir, on the **TWENTY SECOND** day of **JUNE** next (1910), at **ONE** o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office,

Arthabaska, 18th May, 1910.

Sheriff.

2296

First publication of the 14th May, 1910, is null.

[First published, 21st May, 1910].

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Québec, } **ZULMA PREVILE,**
District of Beauharnois. } Plaintiff ; vs **NICEPHORE SAUVÉ,** Defendant, and J. ARTHUR LAPOINTE, curator to the surrender.

A lot of land or emplacement known and design-

comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre vingt-dix-neuf (299), du cadastre de la ville de Salaberry de Valleyfield, contenant toute la largeur du dit lot sur cinq cents pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par une rue appelée Saint-Lambert, au sud par partie du même numéro; cette partie vendue à Mathias Aubin, suivant acte de vente à lui consentie par Dame veuve Ambroise Plante, le dit acte passé par Zéphirin Boyer, notaire, enregistré sous numéro 33236, à l'est par une rue actuellement connue sous le nom de rue Cathédrale, et à l'ouest par le numéro trois cent un (301)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, MARDI, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 12 avril 1910. 1859-2
La première publication du 16 avril 1910 est nulle.
[Première publication, 30 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit. — District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **JOSEPH WILLRED BRIS-**
No 9127. } **SETTE, Demandeur; contre**
JOSEPH LEFRANCOIS, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Côme, district de Joliette, dans le septième rang du canton de Cathcart, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels sous les Nos 149 et 141 B—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le **PREMIER** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 26 avril 1910. 2079-2
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit. — District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **EUCLIDE DALPHOND,**
No 9175. } **Demandeur; contre**
EXIDE GAUTHIER dit LANDREVILLE, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Côme, district de Joliette, dans le canton de Cathcart, connue et désignée sous le numéro quarante-quatre (44), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Côme, dans le huitième rang du dit canton de Cathcart—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le **PREMIER** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 26 avril 1910. 2077-2
[Première publication, 30 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ated as forming part of lot number two hundred and ninety nine (299), of the cadastre of the town of Salaberry de Valleyfield, comprising the whole width of the said lot by fifty feet in depth, more or less; bounded in front by a street called Saint Lambert, on the south by portion of the same number, such portion being sold by Mathias Aubin, by deed of sale made in his favor by Dame widow Ambroise Plante, the said deed being made by Zéphirin Boyer, notary, and registered under number 33236, on the east by a street now known under the name of Cathedral street, and on the west by number three hundred and one (301)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the court house of the city of Salaberry de Valleyfield, on **TUESDAY, the THIRTY-FIRST** day of **MAY** next, at **ONE** o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 12th April, 1910. 1860
The first publication of the 16th April, 1910, is null.
[First published, 30th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court. — District of Joliette.

Joliette, to wit : } **JOSEPH WILFRED BRIS-**
No 9127. } **SETTE, Plaintiff; against**
JOSEPH LEFRANCOIS, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint-Côme, district of Joliette, in the seventh range of the township of Cathcart, known and designated on the official plan and book of reference under the Nos. 140 and 141 B—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Côme, on the **FIRST** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 26th April, 1910. 2080
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court. — District of Joliette.

Joliette, to wit : } **EUCLIDE DALPHOND,**
No. 9175. } **Plaintiff; against**
EXIDE GAUTHIER dit LANDREVILLE, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint-Côme, district of Joliette, in the township of Cathcart, known and designated under number forty four (44), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Côme, in the eighth range of the said township of Cathcart—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Côme, on the **FIRST** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 26th April, 1910. 2078
[First published, 30th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

Montmagny, à savoir : } **J. A. GAGNON & FRÈ-**
 No 2446. } **RES**, marchands,
 de la cité de Québec, Demandeurs ; contre **JULES**
BERNIER, cultivateur, de la paroisse de Saint-
 Cyrille, Défendeur.

1° Un terrain situé sur le second rang de Saint-
 Cyrille, mesurant un demi arpent de front sur une
 demi arpent de profondeur ; borné au nord par le
 chemin, au sud et à l'ouest à Théophile Coulombe,
 à l'est à Paul Bernier, maintenant connu comme
 étant une partie du lot numéro cent trente, du
 cadastre officiel de la paroisse de Saint-Cyrille, dans
 le comté de l'Islet—avec bâtisses dessus construites.

2° Un terrain situé sur le cinquième rang du
 canton Bourdage, mesurant cinquante-trois acres
 en superficie ; borné au nord à Josaphat Lord, au sud
 par le gouvernement, à l'est à Gaudias Bélanger,
 et à l'ouest à Auguste Bernier, maintenant connu
 comme étant la moitié sud-ouest du lot numéro six,
 du cinquième rang du canton Bourdage—avec les
 bâtisses dessus construites, circonstances et dépen-
 dances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église
 de la paroisse de Saint-Cyrille, le **VINGT-**
DEUXIÈME jour de **JUIN** prochain 1910, à **DIX**
 heures de l'avant-midi.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
 Montmagny, 18 mai 1910. 2401
 [Première publication, 21 mai 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LLE PERPETUE GI-**
 No 5221. } **GUERE**, fille majeure
 et usant de ses droits, de Montréal, Demanderesse ;
 contre les terres et tenements de **ALBERT JETTÉ**,
 de Montréal, Défendeur.

Les droits éventuels du dit défendeur consistant
 en un dix-huitième (1/18) indivis dans deux terrains
 et les bâtisses érigées, situés dans le quartier La-
 fontaine, de la cité de Montréal ; bornés en front
 par la rue Beaudry, connus et désignés aux plan et
 livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques,
 de la cité de Montréal, sous les numéros onze cent
 trente-six (1136) et onze cent trente sept (1137) ;
 les dits deux numéros ne formant qu'une seule et
 même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de
 Montréal, le **VINGT TROISIÈME** jour de **JUIN**
 prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
 Montréal, 17 mai 1910. 2365
 [Première publication, 21 mai 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ELZEAR CARRIERE**,
 No 2052. } **E** cultivateur, de la paroisse
 de Boucherville, district de Montréal, Demandeur ;
 contre les terres et tenements des **HERITIERS** de
 feu Pierre Carrière, en son vivant rentier, du
 même lieu, Défendeurs.

Trois morceaux de terre ou emplacement situés
 au village de Boucherville, dans le district de Mont-
 réal, et connus et désignés comme étant les lots
 numéros treize, quatorze et dix-neuf (Nos 13, 14 et

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit : } **J. A. GAGNON & FRÈ-**
 No. 2446. } **RES**, merchants, of the
 city of Quebec, Plaintiffs ; against **JULES BER-**
NIER, farmer, of the parish of Saint Cyrille, De-
 fendant.

1. A lot of land situate in the second range of
 Saint Cyrille, measuring one half arpent in front
 by one half arpent in depth ; bounded on the north
 by the road, on the south and west by Théophile
 Coulombe, on the east by Paul Bernier, now known
 as being a part of lot number one hundred and
 thirty, of the official cadastre of the parish of Saint
 Cyrille, in the county of L'Islet—with buildings
 thereon erected.

2. A lot of land situate in the fifth range of the
 township Bourdage, measuring fifty three acres in
 superficies ; bounded on the north by Josaphat
 Lord, on the south by the government, on the east
 by Gaudias Bélanger, and on the west by Auguste
 Bernier, now known as being the south west half
 of lot number six, of the fifth range of the township
 Bourdage—with the buildings thereon erected, cir-
 cumstances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the
 parish of Saint Cyrille, on the **TWENTY SECOND**
 day of **JUNE** next, 1910, at **TEN** o'clock in the
 forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Shérif.
 Montmagny, 18th May, 1910. 2402
 [First published, 21st May, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
 have been seized, and will be sold at the respective
 times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MISS PERPETUE GI-**
 No. 5221. } **M** **GUERE**, spinster,
 in the exercise of her rights, of Montreal, Plaintiff ;
 against the lands and tenements of **ALBERT**
JETTÉ, of Montreal, Defendant.

The eventual rights of the said defendant con-
 sisting in an undivided eighteenth (1/18) in two lots
 and the buildings thereon erected, situate in La-
 fontaine ward, of the city of Montreal ; bounded
 in front by Beaudry street, known and designated
 on the official plan and book of reference of Saint
 James ward, of the city of Montreal, under num-
 bers eleven hundred and thirty six (1136) and ele-
 ven hundred and thirty seven (1137) ; the said two
 numbers forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the **TWENTY THIRD** day of **JUNE** next, at
TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy shérif.
 Montreal, 17th May, 1910. 2366
 [First published, 21st May, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Quebec, to wit : } **ELZEAR CARRIERE**, far-
 No. 2052. } **E** mer, of the parish of Bou-
 cherville, district of Montreal, Plaintiff ; against
 the lands and tenements of the **HEIRS** of the late
 Pierre Carrière, in his lifetime rentier, of the same
 place, Défendeurs.

Three pieces of land or emplacement situate in
 the village of Boucherville, in the district of Mont-
 réal, and known and designated as being lots num-
 bers thirteen, fourteen and nineteen (Nos. 13, 14

19), des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville—avec deux maisons et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 18 mai 1910. 2411
[Première publication, 21 mai 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montréal.

Montréal, à savoir : **THE LAKE OF THE**
No 2887. **WOODS MILLING**

COMPANY, LIMITED, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de HENRI LALONDE, du village de Sainte-Marthe, dans le comté de Vaudreuil, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre et emplacement connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, dans la division d'enregistrement du comté de Vaudreuil, sous le numéro deux cent soixante et dix-sept (277), contenant vingt et une (21) perches en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, tel qu'enclos maintenant—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif. Député Shérif.
Montréal, 27 avril 1910. 2075-2
[Première publication, 30 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : **LA CITE DE QUEBEC ; vs**
No 1639. **EUGENE CHINIC, à**
savoir :

Le lot No 2A (deux A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord, étant un lot de terre situé première avenue de Stadacona—circonstances et dépendances, avec droit en faveur de l'adjudicataire de collecter la valeur de l'usage et occupation dans le passé de partie du dit terrain, par la "The Quebec Railway Light & Power Company", pour le passage de sa ligne de chemin de fer et aussi avec le droit en faveur du dit adjudicataire de réclamer de la dite compagnie de chemin de fer, par voie d'expropriation ou autrement, la valeur de la partie du dit terrain ainsi occupée par la dite compagnie pour le passage de la dite ligne.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Député Shérif.
Québec, 19 mai 1910. 2413
[[Première publication, 21 mai 1910.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : **LE SEMINAIRE DE QUE-**
No. 400. **BEC ; contre L'HOPITAL**
TAL DU SACRE-COEUR DE JESUS, à Québec,

et 19), of the official plan and book of reference of the village of Boucherville—with the houses and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY THIRD day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Shérif.
Montreal, 18th May, 1910. 2412
[First published, 21st May, 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal to wit : **THE LAKE OF THE**
No. 2887. **WOODS MILLING**

COMPANY LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of HENRI LALONDE, of the village of Sainte Marthe, in the county of Vaudreuil, district of Montreal, Defendant.

One lot of land and emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marthe, in the registration division of the county of Vaudreuil, under the number two hundred and seventy seven (277), containing twenty one (21) perches in superficial area, more or less, without guarantee of precise measurement and as actually enclosed—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the SECOND day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office. Deputy sheriff.
Montreal, 27th April 1910. 2076
[First published, 30th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : **THE CITY OF QUEBEC ; vs**
No. 1639. **EUGENE CHINIC, to wit :**

Lot No. 2-A (two-A), of the official cadastre for the parish of Saint-Roch North, being a lot of land situate on first avenue of Stadacona—circumstances and dependencies, with right in favor of the purchaser to collect the value of the use and occupation in the past of part of the said lot of land by The Quebec Railway Light & Power Company, for the passage of its railway, and also with the right in favor of the said purchaser to claim from the said railway company, by way of expropriation or otherwise, the value of the said lot thus occupied of the said company for the passing of its line.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Quebec, 19th May, 1910. 2414
[First published, 21st May, 1910.]

FIERI FACIAS.

Quebec to wit : **LE SEMINAIRE DE QUEBEC ;**
No. 400. **against L'HOPITAL DU**
SACRE-COEUR DE JESUS, in Quebec, a body

corps politique et incorporé, ayant son principal établissement, en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré Cœur, à savoir :

1. Le lot No. 3 (trois), de la subdivision du lot No. 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Alexis—circonstances et dépendances.

2. Le lot No. 4 (quatre), de la subdivision du lot No. 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Alexis—circonstances et dépendances.

3. Le lot No. 5 (cinq), de la subdivision du lot No. 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Alexis—circonstances et dépendances.

4. Le lot No. 6 (six), de la subdivision du lot No. 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Alexis—circonstances et dépendances.

5. Le lot No. 7 (sept), de la subdivision du lot No. 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Alexis—circonstances et dépendances.

6. Le lot No. 8 (huit), de la subdivision du lot No. 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur l'avenue Renaud—circonstances et dépendances.

7. Le lot No. 9 (neuf), de la subdivision du lot No. 2102 (deux mille cent deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur l'avenue Renaud—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Député Shérif.
2151-2

Bureau du shérif.
Québec, 4 mai 1910.

[Première publication, 7 mai 1910.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } VICTOR DESSERT, Demandeur ;
N^o 2267. } contre JEAN BAPTISTE GUILBAULT, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le village de Saint-Guillaume, en la paroisse de Saint-Guillaume, sur la rue Sainte-Marie, étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-douze (No 592), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Guillaume—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT.

Bureau du shérif. Shérif.
Sorel, 18 mai 1910. 2371
[Première publication, 21 mai 1910].

politic and corporate having its principal establishment in the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, to wit :

1. Lot No. 3 (three), of the subdivision of lot No. 2102 (twenty-one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Alexis street—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 4 (four) of the subdivision of lot No. 2102 (twenty-one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Alexis street—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 5 (five), of the subdivision of lot No. 2102 (twenty-one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Alexis street—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 6 (six), of the subdivision of lot No. 2102 (twenty one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Alexis street—circumstances and dependencies.

5. Lot No. 7 (seven), of the subdivision of lot No. 2102 (twenty one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Alexis street—circumstances and dependencies.

6. Lot No. 8 (eight), of the subdivision of lot No. 2102 (twenty one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Renaud avenue—circumstances and dependencies.

7. Lot No. 9 (nine), of the subdivision of lot No. 2102 (twenty one hundred and two), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot situate on Renaud avenue—circumstances and dependencies.

To be sold in one single lot at my office, in the city of Québec, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.
2152
[First published, 7th May, 1910]

Sheriff's office.
Quebec, 4th May, 1910.

[First published, 7th May, 1910]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } VICTOR DESSERT, Plaintiff ;
No. 2267. } against JEAN BAPTISTE GUILBAULT, Defendant.

A piece of land situate in the village of Saint-Guillaume, in the parish of Saint-Guillaume, on Sainte Marie street, being lot number five hundred and ninety two (No. 592), of the official cadastre of the parish of Saint-Guillaume—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Guillaume, on the TWENTY SECOND day of the month of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,
Sheriff.
Sorel, 18th M.y, 1910. 2372
[First published, 21st May, 1910.]

Sheriff's Office,
Sorel, 18th M.y, 1910.

[First published, 21st May, 1910.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **FRANÇOIS BOUCHARD**,
No 1709. } de l'Ile aux-Coudres, Dem-
demandeur ; contre **PAUL BOUCHARD**, du même
lieu, ancien cultivateur. Jugement renvoyant l'ac-
tion en cette cause où ce dernier étant demandeur
contre le dit François Bouchard, avec dépens dis-
trahés à M. Emile Gagnon, avocat de ce dernier.

Un emplacement situé à l'Ile aux-Coudres, con-
tenant environ 30 pieds de front sur 30 pieds de
profondeur, composé d'une partie nord du lot nu-
méro 143, du cadastre officiel de l'Ile-aux-Coudres ;
borné en front par le chemin public, en profondeur,
au sud-ouest et au nord par François Bouchard—
avec une maison et autres dépendances sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Louis de l'Ile-aux-Coudres, le
VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à
UNE heure de l'après-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif,
Malbaie, 17 mai 1910.

Shérif.
2391

[Première publication, 21 mai 1910]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **IN RE JOSEPH WARREN**,
No 1808. } failli ; et **VITAL**
ELZEAR PARADIS, curateur.

Les lots numéros vingt, vingt et un (20, 21,) sauf
à distraire une petite lisière de terrain composant
la partie nord du dit numéro vingt-et-un près du
fleuve Saint-Laurent, joignant au nord à Jean
Warren, senior, et au sud à Joseph Warren et les
héritiers de sa dite épouse, (22) vingt-deux, et de
la partie nord-ouest du lot numéro vingt-trois (23),
mesurant quarante-huit pieds de front sur quatre-
vingt dix pieds, plus ou moins, de profondeur ;
bornés en front à l'ouest par le chemin public, à
l'est par le fleuve Saint-Laurent, au sud par une
ligne tirée parallèlement à quarante-huit pieds de
celle qui sépare le dit lot numéro vingt-trois du lot
numéro vingt-deux, et au nord par le dit numéro
vingt-deux, du cadastre officiel du susdit village de
la Pointe-au-Pic—avec toutes les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de
justice de la Malbaie, le PREMIER jour de JUIN
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif,
Malbaie, 23 avril 1910.

Shérif.
2043-2

[Première publication, 30 avril 1910.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **CHARLES DOZOIS**,
No 165. } Demandeur ; contre
NARCISSE VANDAL, cultivateur, de la paroisse
de Saint Simon, Défendeur.

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **FRANÇOIS BOUCHARD**, of
No. 1709. } Saint Louis de l'Ile-aux-
Coudres, Plaintiff ; against **PAUL BOUCHARD**,
of the same place, formerly a farmer. Judgment
dismissing the action in this cause in which the
latter being plaintiff against the said François Bou-
chard, with costs distracted to Mr. Emile Gagnon,
advocate of the latter.

An emplacement situated in Ile-aux-Coudres, con-
taining about 30 feet in front by 30 feet in depth,
composed of a north part of lot number 143, of the
official cadastre of Ile-aux-Coudres ; bounded in
front by the public road, in depth, on the south
west and north by François Bouchard—with a house
and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Louis de l'Ile-aux-Coudres, on the TWENTY
SEVENTH day of JUNE next, at ONE o'clock in
the afternoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office.

Malbaie, 17th May, 1910.

Sheriff.
2392

[First published, 21st May, 1910].

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **IN RE JOSEPH WARREN**,
No. 1808. } insolvent ; and **VITAL**
ELZEAR PARADIS, curator.

Lots numbers twenty, twenty one (20, 21), save
to be withdrawn a small strip of land composing
the north part of the said number twenty one near
the river Saint Lawrence, abutted on the north by
Jean Warren, senior, and on the south by Joseph
Warren and the heirs of his said wife (22) twenty
two, and the north west part of lot number twenty
three (23), measuring forty eight feet in front by
ninety feet, more or less, in depth ; bounded in
front to the west by the public road, on the east
by the river Saint Lawrence, on the south by a line
drawn parallelly at forty eight feet from the line
which divides the said lot number twenty three
from lot number twenty two, and on the north by
the said number twenty two, of the official cadastre
of the aforesaid village of Pointe-au-Pic—with all
the buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at my office, in the court house of
Malbaie, on the FIRST day of JUNE next, at
TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office.

Malbaie, 23rd April, 1910.

Sheriff.
2044

[First published, 30th April, 1910.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinthe

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit : } **CHARLES DOZOIS**,
No. 165. } Plaintiff ; against
NARCISSE VANDAL, farmer, of the parish of
Saint Simon, Defendant.

1° La jouissance et usufruit possédés par le dit défendeur d'une terre située sur le troisième rang, en la paroisse de Saint-Simon, connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent cinq (205), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Simon.

2° La jouissance et usufruit d'une terre située sur le quatrième rang, en la paroisse de Saint-Simon, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Simon, comme étant le lot numéro deux cent soixante-dix-sept (277).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, MARDI, le VINGT ET UNIÈME jour de JUIN prochain, 1910, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 14 mai 1910. 2349
[Première publication, 21 mai 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **MADAME LOUISE**
No 253. } **RODIER**, de la

paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, district de Saint-Hyacinthe, épouse séparée de biens de Joseph Loranger, cultivateur, du même lieu, et temporairement à Crompton, à Rhode Islands un des états-unis d'Amérique, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; contre le dit JOSEPH LORANGER, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

Le quart indivis d'une terre située du côté ouest de la rivière Yamaska, en la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, étant les lots numéros sept et huit (7 et 8), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur— avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la Cathédrale, en la cité de Saint-Hyacinthe, MARDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 27 avril 1910. 2067-2
[Première publication, 30 avril 1910]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **ARTHUR ERNEST**
No 301. } **PAQUETTE**, De-
mandeur ; contre JOSEPH EDMOND THIBODEAU, Défendeur.

Tous les droits de propriété et actions que le dit J. E. Thibodeau possède et peut posséder dans un aqueduc, les dits droits et actions consistant de tout le dit aqueduc construit par lui dans le rang B, de la paroisse de Saint Boniface de Shawinigan, comté de Saint Maurice, sur le lot de cadastre numéro trois, du dit rang, et sur les lots numéros quatre, cinq, six, sept, huit et neuf, du cadastre officiel de la dite paroisse, dans le dit rang B, ainsi que les droits, privilèges et intérêts que le dit J. E. Thibodeau a et peut avoir dans le dit aqueduc et ses accessoires, et à lui accordés par tous les règlements, résolutions, titres et documents pour cette fin, par le conseil municipal de la dite paroisse de Saint Boniface de Shawinigan, et par tous autres actes, titres, permis et privilèges à lui accordés pour cette fin, ainsi que tous les pouvoirs d'eau,

1. The usufruct possessed by the defendant of a piece of ground situate on the third range, in the parish of Saint Simon, known and designated as being lot number two hundred and five (205), of the official cadastre of the parish of Saint Simon.

2. The usufruct of a piece of ground situate on the fourth range, in the parish of Saint Simon, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Simon, as being lot number two hundred and seventy-seven (277).

To be sold at the church door of the parish of Saint Simon TUESDAY, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, 1910, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 14th May, 1910. 2350
[First published, 21st May, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : } **MADAME LOUISE**
No. 253. } **RODIER**, of the

parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, district of Saint Hyacinth, wife separated as to property of Joseph Loranger, farmer, of the same place, and now of Crompton, Rhode Island, one of the united states, duly authorized to ester en justice. Plaintiff; against the said JOSEPH LORANGER, Defendant.

As belonging to the said defendant :

The undivided quarter of a farm situate on the west side of the Yamaska river, in the parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, being the lots numbers seven and eight (7 and 8) on the cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur— with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Cathedral, in the city of Saint Hyacinth, TUESDAY, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 27th April, 1910. 2068
[First published, 30th April, 1910.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **ARTHUR ERNEST**
No. 301. } **PAQUETTE**, Plain-
tiff; against JOSEPH EDMOND THIBODEAU, Defendant.

All the rights of ownership and shares which the said J. E. Thibodeau, owner and may own in an aqueduct, the said right and shares consisting of the whole of the said aqueduct, built by him in range B, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, county of Saint Maurice, on the cadastral lot number three, of the said range, and on lots numbers four, five, six, seven, eight and nine, of the official cadastre of said parish, in the said range B, as well as the rights, privileges and interest which the said J. E. Thibodeau has and may have in the said aqueduct and its accessories, and conferred upon him by any by-laws, resolutions, titles and documents for that purpose by the municipal council of the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, and by all other acts, titles, permits and privileges, granted to him to that end, as well as all water powers, reser-

éservoirs et autres accessoires quelconque, employés pour le bon fonctionnement du dit aqueduc, et en général toutes choses ayant rapport au dit aqueduc et formant partie d'icelui.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Boniface de Shawinigan, le VINGT DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHS. DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 18 mai 1910. 2415
[Première publication 21 mai 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } PHILIPPE BIGUÉ,
No 381. } Demandeur ; contre
THE SHAWINIGAN HYDRO ELECTRIC COMPANY, corporation légale, ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Shawinigan Falls, district des Trois Rivières, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir :

Toute cette partie du lit de la rivière Saint-Maurice au Rapide des Hêtres, ci-devant du comté de Champlain, et maintenant du comté de Saint-Maurice, entre les contours du niveau, aux marques des hautes eaux de cette rivière, s'étendant depuis le prolongement en travers de la dite rivière de la ligne séparative des lot Nos dix-huit (18) et dix-neuf (19), du rang Sainte-Catherine No un (1), de la paroisse de Sainte-Flore, jusqu'au prolongement en travers cette rivière, de la ligne séparative des lots Nos vingt-sept (27) et vingt-huit (28), du même rang, contenant une étendue de deux cent quatre-vingt-deux arpents carrés, plus ou moins, l'île No six cent trente et un (631), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, ainsi que les îlots qui ne sont pas déjà concédés, le rocher, les chutes, les rapides, les pouvoirs d'eaux situés entre les limites ci dessus décrites sont comprises dans cette concession, le tout tel qu'indiqué en rouge sur le plan joint aux lettres patentes qui contiennent la désignation et qui sont datées du 13 décembre 1905, et octroyées à la dite compagnie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le VINGT ET UNIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 18 mai 1910. 2419
[Première publication, 21 mai 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Trois Rivières, à savoir : } LAUSOPHE NAULT,
No 63. } Demandeur ; contre
J. ALPHONSE KIROUAC, Défendeur.

Un terrain situé à l'endroit appelé Manseau, au nord du chemin de fer Intercolonial, connu et désigné sous les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Blandford, division d'enregistrement numéro un, du comté de Nicolet comme étant en entier le numéro soixante-et-neuf (69), de la subdivision du lot numéro quinze (15-69), du huitième rang du dit canton avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile de Blandford, le TRENTE ET UNIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 27 avril 1910. 2083-2
[Première publication, 30 avril 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } VICTOR MILOT,
No 118. } Demandeur ;
contre GEDEON VEZINA et JEFFREY VEZINA, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire, Gédéon Vézina, savoir :

voirs and other accessories whatsoever, employed for the good working of the said aqueduct and generally all that relates to the said aqueduct and forms part thereof.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the TWENTY SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DUMOULIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, 19th May, 1910. 2416
[First published, 21st May, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } PHILIPPE BIGUÉ,
No. 381. } Plaintiff ; against THE
SHAWINIGAN HYDRO ELECTRIC COMPANY, lawful corporation, with its principal business office in the town of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, Defendant.

As belonging to the said Defendant, to wit :

All that part of the bed of the river Saint Maurice, at Rapide des Hêtres, heretofore of the county of Champlain, and now of the county of Saint Maurice, between the outlines of the level at high water mark of the said river, extending from the prolongation across the said river of the division line of lots Nos. eighteen (18) and nineteen (19), of the Sainte Catherine range No one (1), of the parish of Sainte Flore, as far as the prolongation across the said river of the division line of lots Nos. twenty seven (27) and twenty eight (28), of the same range, containing an extent of two hundred and eighty two square arpents, more or less, the Island No. six hundred and thirty one (631), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore, and the islets that are not already conceded, the rock, falls, rapids, water power situate between the limits heretofore described are included in the said grant, the whole as indicated in red on the plan attached to the letters patent which contain the designation and which are dated the 13th December, 1905, and granted to the said company.

To be sold at the church door of the parish of Saint Flore, on the TWENTY FIRST day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 18th May, 1910. 2420
[First published, 21st May, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Three Rivers, to wit : } LAUSOPHE NAULT,
No. 63. } Plaintiff ; against J.
ALPHONSE KIROUAC, Defendant.

A lot of land situate at the place called Manseau, on the north of the Intercolonial Railway, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Blandford, registration division No. 1, of the county of Nicolet, as being the whole of number sixty nine (69), of the subdivision of lot number fifteen (15-69), of the eighth range of the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Cécile de Blandford, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 27th April, 1910. 2084
[First published, 30th April, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } VICTOR MILOT, Plaintiff ; against GE-
DEON VEZINA and JEFFREY VEZINA, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the said joint and several defendant, Gédéon Vézina, to wit :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Théophile du Lac, à la Tortue, de forme triangulaire, mesurant environ soixante pieds à sa base, environ trois arpents de hauteur; borné comme suit: d'un côté vers l'est au chemin de fer Canadien du Pacifique, vers l'ouest et au sommet par la route de l'Eglise, vers le nord au terrain de Xavier Mongrain—avec maison y érigée, circonstances et dépendances, et y compris une fromagerie, le tout formant partie du numéro mille un (1001), du cadastre hypothécaire de Notre-Dame de Mont-Carmel, comté de Champlain.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile du Lac, le DEUXIEME jour de JUIN, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 avril 1910. 2081-2
[Première publication, 30 avril 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME MARIE-LOUISE TURCOTTE ET VIR, Demandeur; contre FELIX GUENARD, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Cécile de Lévrard, autrefois au troisième rang de Saint-Pierre les Becquets, contenant un arpent et demi de front par trente arpents de profondeur, désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (286)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile de Lévrard, le TRENTE ET UNIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 avril 1910. 2107-2
[Première publication, 30 avril 1910.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 16 mai 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Kamouraska, M. Antonio Sirois, marchand, de Saint-Georges de Cacouna, comté de Témiscouata.

District de Joliette.—M. Benjamin Rivest, de Saint-Sulpice, comté de l'Assomption. 2409

Avis du Gouvernement

La compagnie "Saxby & Farmer, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. W. M. Punter, de Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

Québec, 17 mai 1910. 2405

An emplacement situated in the parish of Saint-Théophile du Lac à la Tortue, of triangular outline, measuring about sixty feet at its base, and about three arpents in height; bounded as follows: on one side towards the east by the Canadian Pacific Railway, on the west and at the apex by the Church road, on the north by the land of Xavier Mongrain—with house thereon erected, circumstances and dependencies, including a cheese factory, the whole forming part of number one thousand and one (1001), of the mortgage cadastre of Notre Dame du Mont Carmel, county of Champlain.

To be sold at the church door of the parish of Saint Theophile du Lac, on the SECOND day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 27th April, 1910. 2082
[First published, 30th April, 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three-Rivers, to wit: } DAME MARIE LOUISE TURCOTTE ET VIR, Plaintiff; against FELIX GUENARD, Defendant.

A farm situated in the parish of Sainte Cecile de Lévrard, formerly in the third range of Saint Pierre les Becquets, containing one arpent and a half in front by thirty arpents in depth, designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Pierre les Becquets, under number two hundred and eighty six (286)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cecile de Lévrard, on the THIRTY-FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 27th April, 1910. 2108
[First published, 30th April, 1910.]

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th May, 1910, to associate to the commission of the peace for the district of Kamouraska, Mr. Antonio Sirois, merchant, of Saint Georges de Cacouna, county of Témiscouata.

District of Joliette.—Mr. Benjamin Rivest, of Saint Sulpice, county of L'Assomption. 2410

Government Notices

The Company "Saxby & Farmer, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. W. M. Punter, of Montreal.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial secretary.

Québec, 17th May, 1910. 2406

La compagnie "Fraser, Brace & Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Valleyfield.

Seu agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Édward Fraser, de Valleyfield.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

Québec, 17 mai 1910.

2407

No 1050.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 18 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint Pacôme, dans le comté de Kamouraska, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pacôme, les Nos 540, 541, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 549, 550, 552, 553 et de les annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame du Mont Carmel, dans le même comté.

2403

No 925.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 17 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Notre-Dame des Laurentides, dans le comté de Québec, le territoire compris dans les limites assignées à cette paroisse par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 22 octobre 1909, moins le territoire compris dans les limites de la municipalité scolaire de Saint Dunstan, dans le même comté.

2389

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné par la corporation de la ville de Saint-Jean et par celle de la ville d'Iberville qu'elles s'adresseront conjointement à la législature de Québec, à sa session actuellement en cours, dans le but d'obtenir les pouvoirs nécessaires pour construire un pont métallique d'accès libre au public sur la rivière Richelieu, et pour entretenir convenablement le dit pont dont elles seront conjointement propriétaires. Les frais de construction et d'entretien du dit pont devront être supportés dans la proportion suivante : les deux tiers par la ville de Saint-Jean et l'autre tiers par la ville d'Iberville.

P. A. CHASSE,
CHS. BELANGER,
Avocats des requérants.

Saint-Jean, 2 mai 1910.

2393

Avis est par le présent donné que Thomas George Brigham, manufacturier, George Edward Mulligan, hôtelier, David Bernard Mulligan, hôtelier, William Earl Hayes, jr., comptable, tous de la cité d'Ottawa, et John Aylen, ingénieur civil, de North Bay, tous de la province d'Ontario, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin d'incorporer une compagnie de chemin de fer, sous le nom de "The Long

The company "Fraser, Brace & Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Valleyfield.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Edward Fraser, of Valleyfield.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

Quebec, 17th May, 1910.

2408

No. 1050.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 18th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Pacome, in the county of Kamouraska, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Pacome, the Nos. 540, 541, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 549, 550, 552, 553, and to annex same to the school municipality of Notre Dame du Mont Carmel, in the same county.

2404

No. 925.10

DEPARTEMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 17th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 96 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of Notre Dame des Laurentides, in the county of Quebec, the territory comprised within the limits assigned to such parish, by proclamation of the lieutenant governor in council, dated the 22nd October, 1910, minus the territory comprised in the limits of the school municipality of Saint Dunstan, in the same county.

2390

Applications to the Legislature

Notice is hereby given by the corporation of the town of Saint Johns and by that of the town of Iberville, that they will apply jointly to the Legislature of Quebec, at its session now sitting, to obtain the necessary powers to construct a metal bridge of free access to the public over the Richelieu river, and to suitably maintain the said bridge of which they shall be the joint owners, the cost of construction and maintenance of the said bridge shall be borne in the following proportion : the two thirds by the town of Saint Johns and the other third by the town of Iberville.

P. A. CHASSE,
CHS. BELANGER,
Attorneys for applicants.

Saint Johns, 2nd May, 1910.

2394

Notice is hereby given by Thomas George Brigham, manufacturer, George Edward Mulligan, hotelkeeper, David Bernard Mulligan, hotelkeeper, William Earl Hayes, jr., accountant, all of the city of Ottawa, and John Aylen, civil engineer, of North Bay, all in the province of Ontario, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for an act to incorporate a railway company under the

Soo and Abitibi Railway Company", avec pouvoir de construire, équiper, mettre en opération et maintenir une ligne de chemin de fer d'un point sur la Baie James, entre les bornes de la province et la rivière East Main, dans la province de Québec et le Long Soo, au pied du lac Témiskaming, dans la province de Québec, et la rivière Desmoines, dans la province de Québec, et de mettre en opération tel chemin de fer par la vapeur, électricité ou autre pouvoir moteur; et faire connection avec le chemin de fer National Transcontinental et avec le chemin de fer Pacifique Canadien; de construire, posséder, et maintenir des débentures, terres, quais, entrepôt, bassins, vaisseaux, bateaux, hôtels, hâvers, parcs et appareils de terminus;

Acquérir et posséder des pouvoirs d'eau, pêcheries, mines, terrains miniers et droits de mines et produits d'iceux, les développer et en disposer; équiper, posséder et mettre en opération des lignes de télégraphe et téléphone et pouvoir en rapport avec les dits travaux. Exproprier les terres nécessaires pour les dits travaux. Faire des contrats et arrangements de trafic avec chemin de fer, vaisseau à vapeur, télégraphe, téléphone ou autres compagnies, et vendre ou louer les dits travaux et pour tous autres droits, pouvoirs et privilèges utiles, nécessaires et y ayant rapport.

THOMAS GEORGE BRIGHAM,
GEORGE EDWARD MULLIGAN,
DAVID BERNARD MULLIGAN,
WILLIAM EARL HAYES, JR.,
JOHN AYLEN.

Les requérants.

Ottawa, 1er avril 1910.

2395

name of The Long Soo and Abitibi Railway Company, with power to construct, equip, operate and maintain a line of railway from a point on James Bay, between the provincial boundary and the East Main River in the province of Quebec, and the Long Soo at the foot of Lake Temiskaming in the province of Quebec, and the Desmoines River in the province of Quebec, and to operate such railway by steam, electricity or other motive power; and to connect with the National Transcontinental Railway and with the Canadian Pacific Railway; to build, own and maintain elevators, land, wharfs, warehouses, docks, ships, boats, hotels, harbours, parks and terminal appliances.

To acquire and own water powers, fisheries, mines, mining lands and mining rights and to develop the same and to dispose of the same and of the products thereof; to equip, own and operate telegraph and telephone and power lines in connection with said works. To expropriate land necessary for said works. To make contracts and traffic arrangements with railway, steamboat, telegraph, telephone or other companies, and to sell or lease the said works, and for all other usual, necessary and incidental rights, powers and privileges in that behalf.

THOMAS GEORGE BRIGHAM,
GEORGE EDWARD MULLIGAN,
DAVID BERNARD MULLIGAN,
WILLIAM EARL HAYES, JR.,
JOHN AYLEN.

The petitioners.

Ottawa, 1st April, 1910.

2396

Avis de Faillites

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Gourdeau & Daoust, Montreal,

Insolvents.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 6 juin 1910.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date sus-mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs conjoints.

180, rue Saint-Jacques.

Montréal, 21 mai 1910.

2397

District of Montréal.

In re Arsene Bélanger, boulanger, Montreal.

Insolvent.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 13 mai 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

A. LAMARCHE,
Curateur.

Liverpool & London & Globe,

112, Saint Jacques,

Montreal, 18 mai 1910.

2399

In re J. Armand Garneau, de Québec, marchand.
Insolvent.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à mon bureau, le ou après le quatre de juin prochain (1910).

G. E. PARADIS, N. P.
Curateur.

402, rue Saint-Jean, Québec.

Québec, 18 mai 1910.

2417

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Gourdeau & Daoust, Montreal,

Insolvents.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 6th June, 1910.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Joint curators.

180, Saint James street.

Montreal, 21st May, 1910.

2398

District of Montreal.

In re Arsene Belanger, baker, of Montreal,

Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 13th May, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

A. LAMARCHE,
Curator.

Liverpool & London & Globe,

112, Saint James.

Montreal, 18th May, 1910.

2400

In re J. Armand Garneau, of Quebec, merchant,
Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at my office, on or after the fourth of June next, (1910).

G. E. PARADIS, N. P.
Curator.

402, Saint John street, Quebec.

Quebec, 18th May, 1910.

2418

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 2609

Dans l'affaire de Cyrus Kellar, de Lowe, Qué.,
Failli.

Avis est par les présentes donné que, le 13 mai courant 1910, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Cyrus Kellar, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis, si pas encore produites.

F. A. LABELLE,
Curateur.
2425

Hull, 16 mai 1910.

Avis est par le présent donné qu'un troisième et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de J. E. Dulac, de Saint-Ludger, ci-devant marchand, de Saint-Marcel, payable le ou après le 6 juin 1910.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2429 Curateurs conjoints.

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 2609.

In the matter of Cyrus Kellar, of Lowe, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the court, dated the 13th May, 1910, the undersigned was appointed curator to the property of said insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice, if not already filed.

F. A. LABELLE,
Curator.
2426

Hull, 16th May, 1910.

Notice is hereby given that a third and final dividend has been declared in the matter of J. E. Dulac, of Saint-Ludger, heretofore merchant, of Saint-Marcel, payable on or after the 6th June, 1910.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
2430 Joint curators.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3133.

Dame Jane-Christina Minto, des cité et district de Montréal, épouse de David Lamoureux, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit David Lamoureux, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 mai courant.

ST. JULIEN & THEBERGE,
Proc. de la demanderesse.
Montréal, 19 mai 1910. 2427

Province of Quebec, {
District of Montreal. { *Superior Court.*
No. 3133

Dame Jane Christina Minto, of the city and district of Montreal, wife of David Lamoureux, of the same place, duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff ;

vs

The said David Lamoureux, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case the 19th of May, 1910.

ST. JULIEN & THEBERGE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th May, 1910. 2428

Licitation

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Fraserville, dans le district de Kamouraska, en date du 12 mai 1910, dans une cause où Dame Angèle Miville dit Deschênes, épouse de George Pelletier, de Sainte-Anne de la Pocatière, est Demanderesse, et sieurs Augustin Richard *et al*, Défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles portant les numéros (421 422, 449 et 837) quatre cent vingt-un, quatre cent vingt-deux, quatre cent quarante-neuf et huit cent trente-sept, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, district de Kamouraska.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN 1910, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Fraserville ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits

Miscellaneous Notices

Licitation

LICITATION.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Fraserville, in the district of Kamouraska, dated the 12th May, 1910, in a cause in which Dame Angèle Miville dit Deschênes, wife of George Pelletier, of Sainte Anne de la Pocatière, is Plaintiff ; and Sieurs Augustin Richard *et al*, Defendants, ordering the licitation of the immoveables bearing the Nos. (421, 422, 449 and 837) four hundred and twenty one, four hundred and twenty two, four hundred and forty nine and eight hundred and thirty seven, of the official cadastre of the parish of Sainte Anne de la Pocatière, district of Kamouraska.

The said immoveables will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-FIRST day of JUNE, 1910, sitting the court, in the court room of the court house of Fraserville ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the

par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PATRY & LABRÈQUE,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 18 mai 1910. 2423
[Première publication, 21 mai 1910.]

Vente de Faillite

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
No 50.

In re J. F. Bellefeuille et al,
Requérant-cession ;
et
Charles Edouard St-Onge, Débiteur cédant ;
et
Sylviano Dugal, Curateur ;
et
Charles Turner, de la paroisse de Sainte-Ursule,
Adjudicataire ;
et
Le dit Sylviano Dugal,
Requérant pour vendre à la folle
enchère du dit adjudicataire.
Vente à la folle enchère de Charles Turner.
In re Charles Edouard St-Onge, Louiseville,
Insolvent.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles ci-dessous mentionnés qui ont été vendus le 25 avril 1910, seront vendus à la folle enchère de Charles Turner, par le soussigné, à la place d'affaires du failli, à Louiseville, sur la rue Saint-Laurent, MARDI, le SEPTIEME jour de JUIN, à UNE heure ET DEMIE p. m.

Cet important hôtel, Hôtel Windsor, situé sur la rue Commerciale de Louiseville, établi depuis au-delà de 40 ans, situé sur le lot 694, du cadastre officiel de la ville de Louiseville, contenant soixante-douze perches et deux cent vingt pieds en superficie, de forme irrégulière ; borné en front par la rue Saint-Laurent, et par les numéros 692, 693, du même cadastre, en profondeur partie de la rue Sainte-Marie, et partie par le lit de l'ancien ruisseau qui le sépare du lot 686, d'un côté par Georges Caron et Dame veuve Xavier Lambert, et de l'autre côté à l'ouest par le lit du ruisseau précité, et le numéro 693—avec une maison en briques occupée comme hôtel et autres dépendances y érigées.

Sujet à un droit de passage inséré dans une vente consentie par L. P. Fortin à Joseph Jasmin, requête devant J. A. Barrette, notaire, le 13 août 1907, et enregistrée le 3 septembre suivant, sous le numéro 30193, du registre B, volume 45, tant à pied qu'en voitures sur et affectant une partie du lot 694, sur une largeur de 10 pieds et sur une profondeur de 104 pieds, longeant tout le lot 693, à partir du chemin de la rue Saint-Laurent ; sujet le dit emplacement à toutes autres servitudes mentionnées au certificat d'hypothèques.

L'hôtel est en briques solide à 3 étages avec baignoires, d'aisance chauffée à l'eau chaude, éclairée au gaz, salle à dîner, magnifiques glacières attenantes à la maison, salles d'échantillons, magnifiques écuries et autres dépendances y érigées.

Un lopin de terre situé en la ville de Louiseville faisant partie du No 686, du dit cadastre de Louiseville, contenant l'étendue de terrain borné comme suit : au nord par la rue Sainte Marie, à l'ouest par Hector Fiset, propriétaire du reste du dit numéro, à l'est et au sud par le ruisseau qui le sépare du terrain en premier lieu décrit.

Un autre terrain situé en la ville de Louiseville, connu et désigné sous le No 693, du cadastre de la ville de Louiseville, à distraire de ce terrain la partie vendue à Joseph Jasmin.

delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

PATRY & LABRÈQUE,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 18th May, 1910. 2424
[First published, 21st May, 1910.]

Insolvent Sale

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.
No. 50.

In re J. F. Bellefeuille et al,
Petitioner for assignment ;
and
Charles Edouard St. Onge, Insolvent debtor ;
and
Sylviano Dugal, Curator ;
and
Charles Turner, of the parish of Sainte Ursule,
Purchaser ;
and
The said Sylviano Dugal,
Petitioner for resale for false
bidding of the said purchaser.
Resale for false bidding of Charles Turner.
In re Charles Edouard St. Onge, Louiseville,
Insolvent.

Notice is hereby given that the sale of the under-mentioned immovables which were sold on the 26th April, 1910, will be resold for false bidding of Charles Turner, by the undersigned, at the place of business of the insolvent, at Louiseville, on Saint Laurent street, on TUESDAY, the SEVENTH day of JUNE, at HALF PAST ONE, p. m.

This important hotel, Hotel Windsor, situate on Commercial street, of Louiseville, established for upwards of 40 years being on lot 694 of the official cadastre of the town of Louiseville, containing seventy two perches and two hundred and twenty feet in superficies, of irregular outline ; bounded in front by Saint Laurent street and by numbers 692, 693 of the same cadastre, in depth partly by Sainte Marie street and partly by the bed of the former stream which separates it from lot 686, on one side by Georges Caron and Dame widow Xavier Lambert, and on the other side to the west by the aforesaid bed of the stream and number 693—with a brick house occupied as an hotel and other dependencies thereon erected.

Subject to a right of way inserted in a sale consented by L. P. Fortin to Joseph Jasmin, received before J. A. Barrette, notary, on the 13th August, 1907, and registered on the 3rd September following, under No. 30193 of register B, volume 45, both on foot and in vehicles over and affecting a part of lot 694, for a width of 10 feet and a depth of 104 feet along the whole of lot 693, from the road of Saint Laurent street ; the said emplacement being subject to all other servitudes mentioned in the certificate of hypothecs.

The hotel is a three story solid brick building with baths, water closets, heated by hot water, lighted by gas, magnificent dining room, ice house attached, splendid sample rooms, stables and other dependencies erected thereon.

A piece of land situate in the town of Louiseville, forming par. of No. 686, of the said cadastre of Louiseville, containing the extent of land bounded as follows : on the north by Ste Marie street, on the west by Hector Fiset, proprietor of the remainder of the said number, on the east and south by the stream which separates it from the lot firstly described.

Another lot situate in the town of Louiseville, known and designated under No. 693, of the cadastre of the town of Louiseville, to be withdrawn from the said lot the part sold to Joseph Jasmin.

Les trois immeubles ci-haut mentionnés seront vendus d'un block.

La vente sera faite aux conditions mentionnées au cahier des charges préparé par le curateur et déposé à son bureau, lesquelles conditions seront lues immédiatement avant la vente.

Pour plus amples informations s'adresser à
S. DUGAL,
Curateur.

Bureau 136, rue Notre-Dame,
Trois-Rivières.

L'acquéreur de l'hôtel sera tenu d'acheter du curateur le stock de vins, liqueurs et cigares à 100 cents dans la piastre d'après l'inventaire.

Tous les frais de transport de la licence et du contrat seront à la charge de l'acquéreur.

2421

The three immovables above mentioned will be sold in block.

The sale will be made under the conditions mentioned in the list of charges prepared by the curator and deposited in his office, which conditions will be read immediately before the sale.

For fuller informations apply to
A. DUGAL,
Curator.

Office, 186, Notre Dame street,
Three Rivers.

The purchaser of the hotel will be held to purchase from the curator the stock of wines, liquors and cigars at 100 cents on the dollar, according to inventory.

All the costs of the transfer of the license and the contract will be at the charge of the purchaser.

2422

Index de la Gazette Officielle de Québec No 20.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Angers vs Tremblay, 1174 ; Bertrand vs Deguise, 1114 ; Boutillette vs Lachance, 1115 ; Francoeur vs Tessier, 1114 ; Gagnon vs Lavertu, 1114 ; Gervais vs Mason, 1115 ; Harelle vs Grenier, 1115 ; Korber vs Stern, 1115 ; Lamontagne vs Demers, 1196 ; Lareau vs Avignon, 1115 ; Morissette vs Pleau, 1114 ; Nelson vs Gardner, 1015 ; Roy dit Lauzon vs Moreau, 1114 ; Fungier vs Kindestine, 1113 ; Minto vs Lamoureux, 1132.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Hébert vs Beauchemin, 1116 ; Pothier vs Mullen, 1175 ; Proulx vs Lavallée, 1114.

ANNONCES :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1101.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1111 ; Conseil législatif, 1109.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, 1102.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—Fraser, Brace & Coy, 1130 ; Saxby & Farmer, Ltd., 1129.

COMPAGNIE AUTORISÉE À VENDRE SES ACTIONS, ETC :—Silver Country Mines Consolidated, Ltd., 1102.

DEMANDES À LA LÉGISLATURE :—Corporation de la ville de Saint-Jérôme, 1113 ; Corporation des villes Saint-Jean et d'Iberville, 1130 ; The Investment Trust Coy, Ltd., 1113 ; The Long Soo and Abitibi Railway, 1130.

ELECTION, état des dépenses :—Nap. Garceau, 1116 ; Hon. Jules Allard, 1116 ; H. Slater, 1117.

EXAMENS :—Ottawa, 1117.

FALLIS :—Abran, 1118 ; Angers, 1118 ; Bélanger, 1131 ; Cyr, 1118 ; Dubé, 1119 ; Dulac, 1132 ; Elliot, 1118 ; Fortin, 1119 ; Garneau, 1131 ; Gosselin, 1118 ; Gourdeau & Daoust, 1131 ; Grondines, 1119 ; Kellar, 1132 ; Morency, 1119 ; Morrison, 1117.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Angers vs Tremblay, 1174 ; Bertrand vs Deguise, 1114 ; Boutillette vs Lachance, 1115 ; Francoeur vs Tessier, 1114 ; Gagnon vs Lavertu, 1154 ; Gervais vs Mason, 1115 ; Harelle vs Grenier, 1115 ; Korber vs Stern, 1115 ; Lamontagne vs Demers, 1116 ; Lareau vs Avignon, 1115 ; Morissette vs Pleau, 1114 ; Roy dit Lauzon vs Moreau, 1114 ; Fungier vs Kindestine, 1113 ; Minto vs Lamoureux, 1132.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BODY AND ESTATE :—Dmes Hébert vs Beauchemin, 1116 ; Pothier vs Mullen, 1175 ; Proulx vs Lavallée, 1114.

ADVERTISEMENTS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1101.

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1111 ; Legislative Council, 1109.

FARMER'S CLUB :—Formation of :—Parish of Sainte Anne de Sabrevois, 1102.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Fraser, Brace & Coy, 1130 ; Saxby & Farmer, Ltd, 1129.

COMPANY AUTHORIZED TO SELL HER SHARES, ETC :—Silver Country Mines Consolidated, Ltd, 1102.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Corporation of the town of Saint Jérôme, 1113 ; Corporation of the towns of Saint John and Iberville, 1130 ; The Investment Trust Coy, Ltd, 1113 ; The Long Soo and Abitibi Railway, 1130.

ELECTION, statement of costs :—Nap. Garceau, 1116 ; Hon. Jules Allard, 1116 ; H. Slater, 1117.

EXAMINATION :—Ottawa, 1117.

INSOLVENTS :—Abran, 1118 ; Angers, 1118 ; Bélanger, 1131 ; Cyr, 1118 ; Dubé, 1119 ; Dulac, 1132 ; Elliot, 1118 ; Fortin, 1119 ; Garneau, 1131 ; Gosselin, 1118 ; Gourdeau & Daoust, 1131 ; Grondines, 1119 ; Kellar, 1132 ; Morency, 1119 ; Morrison, 1117.

LETTERS PATENTES :—Bertrand, Foucher & Bélanger, 1103 ; La Cie de Moteur et d'Aéronautiques Valois, 1106 ; La Cie L. J. Baribeau, 1107 ; La Cie Manufacturière de Bijouterie Ravaux, 1107 ; The Sherbrooke Home Club, Ltd, 1107 ; The Canada Caddo Oil Co, Ltd, 1108.

LETTERS PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—The Robertson Asbestos Mining Coy, 1104.

LIQUIDATION :—Lefebvre & Cie, 1119.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste de la Pointe aux Trembles, 1102.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Canton Boyer, Ottawa, 1106 ; Demande d'annuler l'arrêté en conseil concernant l'annexion de la municipalité de Saint-François à celle de Saint-Victor de Tring, 1103 ; Divers lots de la municipalité de Saint-Pacôme à Notre-Dame du Mont-Carmel, Kamouraska, 1130 ; Divers lots de la municipalité de Saint-Henri, à Saint-Jean-Chrysostôme, Lévis, 1106 ; Montpellier, Ottawa, 1106 ; Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, 1130.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIÉE :—Saint-Zénon du Lac Amqui, 1103.

NOMINATIONS :—Juges de paix :—Kamouraska, 1129 ; Joliette, 1129.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE :—The Sherbrooke Poultry Association, 1103.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE :—Agriculteurs de Jonquières, 1102.

VENTE DE FAILLITE :—St. Onge, 1133.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Dominion Express Coy, 1117.

VENTE PAR LICITATION :—Leroux dit Rousseau et vir vs Leclerc et vir, 1120 ; Miville dit Deschênes vs Richard et al, 1132 ; St. Onge (Dme) vs St. Onge et al, 1120.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Griffith vs Bernard, 1121.

BRAUHARNOIS :—Préville (Dme) vs Sauvé, 1121.

JOLIETTE :—Brisette vs Lefrançois, 1122 ; Dalphond vs Gauthier, 1122.

MONTMAGNY :—Gagnon & Frères vs Bernier, 1123.

MONTREAL :—Carrière vs Héritiers Carrière, 1123 ; Giguère (Delle) vs Jetté, 1123 ; The Lake of the Woods Milling Coy vs Lalonde, 1124.

QUEBEC :—La cité de Québec vs Chinic, 1124 ; Séminaire de Québec vs l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, 1124.

RICHELIEU :—Dessert vs Guilbault, 1125.

SAGUENAY :—Bouchard vs Bouchard, 1126 ; Warren, failli, 1126.

LETTERS PATENT :—Bertrand, Foucher & Bélanger, 1103 La Cie de Moteur et d'Aéronautiques Valois, 1106 ; La Cie L. J. Baribeau, 1107 ; La Cie Manufacturière de Bijouterie Ravaux, 1107 ; The Sherbrooke Home Club, Ltd, 1107 ; The Canada Caddo Oil Co, Ltd, 1108.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The Robertson Asbestos Mining Coy, 1104.

LIQUIDATION :—Lefebvre & Cie, 1119.

MUNICIPALITY, AFFLICTION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Municipality of the village of Saint Jean Baptiste de la Pointe aux Trembles, 1102.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, &c. :—Canton Boyer, Ottawa, 1106 ; Application to annul the order in council concerning the annexation of the municipality of Saint Francis to that of Saint Victor de Tring, 1103 ; Several lots of the municipality of Saint Pacôme to Notre Dame du Mont Carmel, Kamouraska, 1130 ; Several lots of the municipality of Saint Henri, to Saint Jean Chrystôme, Lévis, 1106 ; Montpellier, Ottawa, 1106 ; Notre Dame des Laurentides, county of Quebec, 1130.

SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED :—St. Zénon du Lac Amqui, 1103.

APPOINTMENTS :—Justice of the peace :—Kamouraska, 1129 ; Joliette, 1129.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION :—The Sherbrooke Poultry Association, 1103.

STOCK BREEDING SYNDICATE :—Farmers of Jonquières, 1102.

INSOLVENT SALE :—St. Onge, 1133.

SALE OF UNCLAIMED GOODS :—Dominion Express Coy, 1117.

SALE BY LICITATION :—Leroux dit Rousseau et vir vs Leclerc et vir, 1120 ; Miville dit Deschênes vs Richard et al, 1132 ; St. Onge (Dme) vs St. Onge et al, 1120.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Griffith vs Bernard, 1121.

BRAUHARNOIS :—Préville, (Dme) vs Sauvé, 1121.

JOLIETTE :—Brisette vs Lefrançois, 1122 ; Dalphond vs Gauthier, 1122.

MONTMAGNY :—Gagnon & Frères vs Bernier, 1123.

MONTREAL :—Carrière vs Heirs Carrière, 1123 ; Giguère (Delle) vs Jetté, 1123 ; The Lake of the Woods Milling Coy vs Lalonde, 1124.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Chinic, 1124 ; Séminaire de Québec vs l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, 1124.

RICHELIEU :—Dessert vs Guilbault, 1125.

SAGUENAY :—Bouchard vs Bouchard, 1126 ; Warren, insolvent, 1126.

SAINT-HYACINTHE : — DOZOIS vs Vandal, 1126 ;
Rodier (Dme) vs Loranger, 1127.

TROIS RIVIÈRES : — Bigué vs The Shawinigan Hydro
Electric Coy, 1128 ; Milot vs Vézina et al,
1128 ; Paquette vs Thibodeau, 1127 ; Turcotte
(Dme) vs Guénard, 1129.

SAINT HYACINTHE : — DOZOIS vs Vandal, 1126 ;
Rodier (Dme) vs Loranger, 1127.

THREE RIVERS : — Bigué vs The Shawinigan Hydro
Electric Coy, 1128 ; Milot vs Vézina et al,
1128 ; Paquet vs Thibodeau, 1127 ; Turcotte
(Dme) vs Guénard, 1129.